

# Allemagne : la nouvelle frontière

**Olivier Passet,**

*Chargé d'études au département des diagnostics de l'OFCE*

*En 1988 et 1989 la RFA a connu une croissance d'une vigueur inattendue. Portée par une forte demande étrangère, celle-ci a été favorisée par une politique économique devenue moins contraignante.*

*Le redressement de l'épargne, engagé plus vigoureusement qu'à l'étranger depuis bientôt sept ans, a permis à l'Allemagne de dégager un excédent croissant des paiements courants, culminant l'an passé. La faiblesse des progrès de la demande intérieure, en comparaison de ceux des autres pays développés, vient avant tout de la consommation des ménages. Ceux-ci se singularisent, au sein de l'OCDE, par la constance de leur effort d'épargne au cours des années quatre-vingt, et ce en dépit d'un partage des revenus relativement défavorable. Cependant, la consommation individuelle allemande reste la plus élevée des grands pays après celle des Etats-Unis.*

*Les entreprises affichent un comportement d'investissement plus dynamique en accord avec une situation financière en progrès régulier. Alors que de nombreux indicateurs suggéreraient une certaine inertie des capacités de production celles-ci sont peut-être plus adaptables qu'il n'y paraît.*

*Ce constat n'est pas neutre à l'heure de la réunification économique et monétaire des deux Allemagnes. Celle-ci renforcera d'autant plus la demande de produits ouest-allemands que le potentiel productif de la RDA se trouvera affaibli. Si la poussée des biens de consommation est en partie transitoire, celle de biens d'équipement s'avère devoir être permanente.*

*D'autres éléments nourriront une demande accrue dans les deux années à venir : réforme fiscale et fort courant d'immigration cumulent ainsi leurs effets. Le maintien d'une demande supérieure au potentiel de production peut créer un réel risque de surchauffe. L'incertitude réside au moins autant dans la plus ou moins grande flexibilité des capacités de production que dans l'ampleur du surcroît de demande. L'extension des facteurs de production qui est en cours incite à penser que l'appareil productif allemand peut capter en grande partie ce surplus de demande. Toutefois, une réduction de l'excédent courant et une reprise de l'inflation paraissent inévitables pour 1991.*

*A plus long terme les efforts entrepris pour reconstruire la RDA ouvrent d'importants débouchés aux entreprises ouest-allemandes, ce qui ne manquera pas de réorienter leurs décisions d'investissement. Cependant, les pressions sociales pour une réduction des inégalités entre l'Ouest et l'Est, se heurtant à une rareté durable du capital productif à l'Est, pourraient rendre plus délicat le partage des revenus à l'Ouest et porter atteinte à l'efficacité économique.*

Renouveau démographique, marche forcée vers l'unification, regain de croissance... la RFA déconcerte. Le champion de la stabilité sort du rang ; Le «pays de rentiers», en remorque de la croissance mondiale, premier exportateur de marchandises et de rigueur économique met soudain à mal le discours sur la «germano-sclérose».

Toute rupture est hasardeuse. Celle-ci prend une dimension particulière pour la RFA, remise en cause en tant que point d'ancrage de la stabilité mondiale et surtout européenne.

La fusion accélérée des économies est et ouest allemandes provoque dans l'immédiat des perturbations de la demande et de l'offre dont la portée réelle doit être appréciée en fonction de la situation présente de la RFA. La santé financière ouest-allemande est souvent avancée pour justifier sa capacité à absorber ces chocs. Le dynamisme récent de son activité renforce aussi le sentiment de confiance. Mais cette

phase de haute conjoncture n'est-elle pas justement trompeuse ? En menant la RFA à la limite de ses capacités productives, ne constitue-t-elle pas un handicap ? Ne crée-t-elle pas une illusion sur la vitalité de l'offre ouest-allemande ?

La présente chronique décrit dans un premier temps les moteurs de la croissance, et les comportements d'épargne en RFA. Cette analyse, à la veille du choc de l'unification vise à apprécier les modalités d'ajustement de l'économie ouest-allemande (deuxième partie).

## **La croissance venue d'ailleurs dégèle le potentiel productif...**

### **La vigueur de la croissance en 1988 et 1989...**

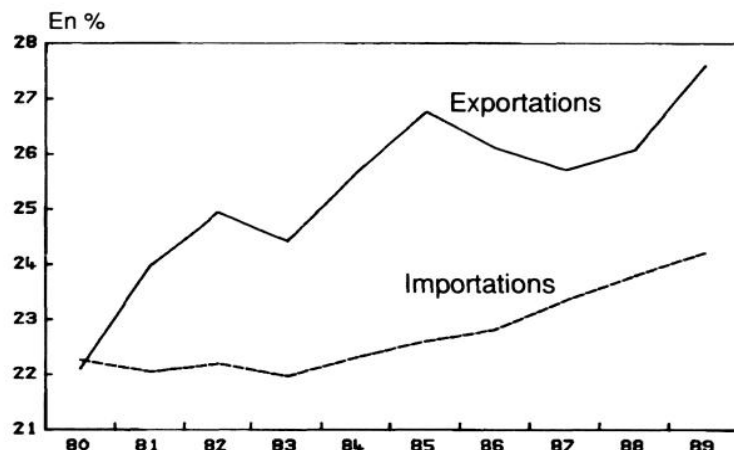
La RFA a connu au cours des deux dernières années une croissance aussi vive qu'inattendue de près de 4 % en moyenne. L'activité a été particulièrement forte dans le secteur manufacturier où la production a progressé de 5 % et plus précisément dans le secteur des biens d'équipement. Exportation et investissement ont eu un rôle moteur dans cette accélération de l'activité. La demande étrangère, en rapprochant le secteur manufacturier de ses pleines capacités, a permis d'enclencher un processus d'investissement soutenu. La demande intérieure a de ce fait contribué au regain de croissance en RFA en dépit de l'inertie de la consommation des ménages. L'emploi a également bénéficié de la nécessité d'accroître les capacités. Près d'un million d'emplois ont été créés depuis 1986 et, en dépit du gonflement de la population active liée à l'immigration massive, le taux de chômage a nettement diminué. Il atteint 7 % de la population active selon les normes allemandes et 5,5 % d'après les mesures standardisées de l'OCDE.

De 1986 à 1989, la stabilité des prix a été préservée grâce à la maîtrise des coûts salariaux unitaires. Les gains de productivité induits par le surplus de demande ont permis cette constance des coûts de même que la faible croissance nominale des salaires découlant des contrats pluri-annuels. Jusqu'ici l'activité n'a pas été contrainte par les capacités de production, les entreprises utilisant les réserves de capacité disponibles pour accroître leur production.

**...est liée à une forte demande étrangère...**

Premier exportateur mondial depuis 1986, la RFA a réalisé en 1989 le plus fort excédent des paiements courants. Celui-ci n'a cessé d'augmenter depuis le début des années quatre-vingt pour atteindre 100 milliards de DM en fin de période, soit 4,5 % du PNB allemand. L'excédent commercial s'élevait l'an passé à 130 milliards de DM. Le dynamisme de la demande adressée à la RFA explique depuis deux ans l'essentiel de l'accroissement, alors que de 1985 à 1987 celui-ci résultait de l'amélioration spectaculaire des termes de l'échange. Les exportations, qui stagnaient en volume en 1986 et 1987, ont augmenté depuis de 8 % par an au lieu de 5,2 % en moyenne de 1981 à 1985. Les importations se sont aussi accrues rapidement de 1983 à 1989. En effet en dépit d'un différentiel de demandes intérieures persistant entre la RFA et le reste du monde, l'accélération de la demande totale (demande intérieure et exportations), dans un contexte de haut degré d'utilisation des capacités, provoque un recours accru à l'offre étrangère (graphique 1).

**1. Exportations et importations de biens et services rapportées à la demande totale**



Source : Statistisches Bundesamt.

Les tensions généralisées sur les capacités dans la plupart des pays de l'OCDE ont provoqué une importante demande de biens d'équipement qui a largement profité aux entreprises ouest-allemandes. Les exportations ont bénéficié aussi d'une évolution favorable des prix relatifs à l'exportation. Le taux de change, qui joue ainsi un rôle important dans le dynamisme extérieur de la RFA, s'est déprécié de 2 % en termes nominaux par rapport à un panier de 18 monnaies de pays industrialisés de 1987 à 1989. Une telle baisse est très largement imputable aux variations de la parité mark/dollar. Corrigé de l'évolution des prix relatifs le taux de change réel a diminué de 5,2 % de 1987 à 1989. Les mou-

vements des prix relatifs et du taux de change nominal ont ainsi contribué à accroître la compétitivité des produits allemands. Toutefois les évolutions régionales ont été contrastées. Le solde commercial bilatéral de la RFA avec les USA s'est réduit de près de 20 milliards de DM depuis le milieu de 1986 alors que l'excédent allemand s'accroît de 70 milliards vis-à-vis de la CEE. Ces contrastes soulignent le niveau très compétitif que le dollar a maintenu ces dernières années en même temps qu'ils accèdent la thèse d'un DM sous-évalué au sein du SME. Mais l'accent doit aussi être mis sur l'avantage de spécialisation allemand déterminant en phase d'investissement soutenu en Europe. La part des biens d'équipement passe de 54 à 57 % des exportations totales au cours des deux dernières années. Les biens de consommation bénéficient également d'une demande soutenue alors que celle-ci est plus contrastée sur les biens intermédiaires. Ceux-ci subissent en fin de période un ralentissement traditionnel en fin de cycle.

Le solde des services, traditionnellement déficitaire s'est spectaculairement redressé en 1989, devenant excédentaire de 7,1 milliards de DM. Ce revirement tient à la forte augmentation des revenus des capitaux placés à l'étranger. Le solde de ces derniers s'accroît de 13 milliards de DM, faisant plus que compenser la détérioration tendancielle du déficit lié au tourisme. La nette progression des avoirs à l'étranger des résidents allemands et l'évolution positive des taux d'intérêt expliquent ce phénomène.

Le fort excédent des paiements a effectivement gonflé les avoirs extérieurs de la RFA sur l'étranger. Leur encours s'élevait à 427 milliards de DM au milieu de 1989, au lieu de 125 en 1985. Comparée à celle des autres pays, la position créditrice nette de RFA a sensiblement progressé. Elle s'élevait l'an passé, après conversion, à un peu plus de 200 milliards de dollars, soit juste derrière le Japon (environ 300 milliards de dollars). Cependant dans le cas du Japon, les créances et les engagements bruts sont deux fois plus élevés que ceux de la RFA.

Depuis la fin de 1985, les avoirs bruts ont progressé de 15 % par an. La part des entreprises et des particuliers s'est accrue (56,5 % en 1989 au lieu de 52,3 % en 1981). Il y a deux raisons à cela. Les entreprises ont préféré placer leurs excédents de trésorerie sur le marché de l'euro-mark, mieux rémunéré que les placements à moyen et court terme réalisés sur le marché allemand. Les entreprises et les particuliers ont aussi sensiblement développé leurs placements sous forme d'obligations émises en monnaies étrangères. Les taux de rendement nominaux plus attrayants associés à des anticipations de change qui n'étaient plus systématiquement celles d'une hausse du DM, puis le désir de se soustraire à la retenue à la source (supprimée entre temps), ont concouru à développer ces placements.

Cette capacité de financement allemande n'a pas toujours pris directement le chemin des pays éprouvant de forts besoins de financements. C'est le cas en particulier pour les Etats-Unis. L'encours de créances nettes vis-à-vis de ceux-ci n'a augmenté que de 22 milliards de DM depuis

1985. Cependant une grande partie du financement s'est opéré par le canal de grands centres financiers internationaux (Luxembourg, Suisse, Royaume-uni) aptes à organiser le recyclage des capitaux.

C'est vis-à-vis des pays industrialisés et principalement de la CEE que la progression de l'encours net est la plus forte : la progression depuis 1985 représente 60 % de l'augmentation totale (90 % pour l'ensemble des pays industrialisés).

### **...et bénéficie d'une politique économique moins contraignante**

Jusqu'en 1985, le respect de l'objectif monétaire fut facilité par les anticipations de change jouant en défaveur du DM et par le faible degré d'innovation financière. Par la suite le gonflement des avoirs en devises et les risques de déstabilisation financière ont obligé la Bundesbank à relâcher son emprise (tableau 1).

#### *1. Objectifs monétaires 1980-1990*

En %

	Objectifs	Réalisation	Croissance réelle du PNB
1980	5 - 8	4,9	1,5
1981	4 - 7	3,6	0,0
1982	4 - 7	6,1	- 1,0
1983	4 - 7	7	1,9
1984	4 - 6	4,6	3,3
1985	3 - 5	4,5	1,9
1986	3 1/2 - 5 1/2	7,7	2,3
1987	3 - 6	8,1	1,7
1988	3 - 6	6,8	3,6
1989	5	4,4	4,0
1990	4 - 6		

Source : Bundesbank.

De la fin de 1985 au début de 1988, la politique monétaire a été écartelée entre les contraintes internes et externes. Les fortes entrées de capitaux et les tensions au sein du SME consécutives à la décrie du dollar ont imposé une baisse des taux d'intérêt, tandis que le dépassement des objectifs appelait un resserrement. L'accélération spontanée de la création monétaire était alors surtout liée à l'excédent de la balance de base (tableau 2). La désinflation accrut aussi la préférence des agents pour la liquidité : la monnaie en circulation (50 % du stock de monnaie centrale) se gonfla rapidement, alors que M3, agrégat plus large, augmentait moins.

## 2. Contribution interne ou externe à la croissance de M3

En %

	1980-1984	1985-1987	1988	1989
Croissance de M3	5,6	5,8	6,9	4,4
Contribution externe	0,2	4,7	- 0,5	1,7
Contribution interne	5,4	1,1	7,4	2,7

Source : Bundesbank.

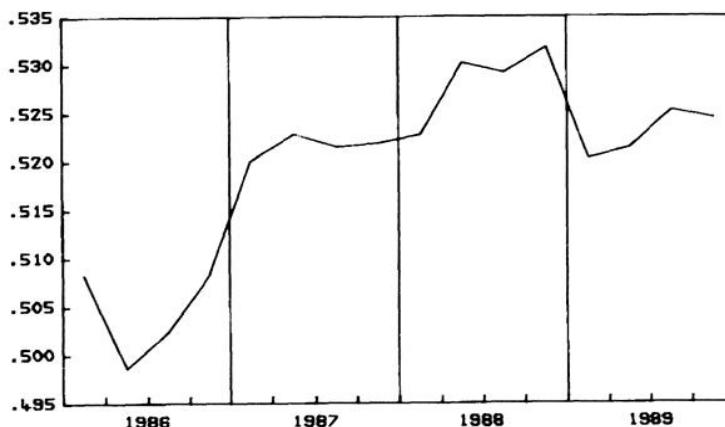
La Bundesbank a alors accepté de relâcher son objectif (dépassé de 2 points en 1986 et 1987) d'autant que le dérapage constaté ne reflétait pas un risque inflationniste immédiat. La hausse du DM et la chute des prix des matières premières importées permettaient d'atteindre l'inflation zéro. Le pragmatisme de la Bundesbank était aussi encouragé par les signes de faiblesse de l'activité. Le surplus de liquidité fut en partie stérilisé par un relèvement des réserves obligatoires (au 1<sup>er</sup> février 1987), et par un fort développement des opérations d'*open market*.

Dès le milieu de 1987 toutefois, la perspective inflationniste d'un dépassement prolongé des objectifs incitait la Banque centrale à resserrer sa politique en haussant les taux des prises en pension. Mais la crise boursière d'octobre conduisit les autorités à lever les incertitudes en couvrant les demandes de liquidités à bas prix. D'octobre 1987 à mars 1988, les taux courts fléchirent. Le taux d'escompte fut ramené, début décembre, au niveau exceptionnellement bas de 2,5 %.

A partir de 1988 lorsque la croissance parut assurée, la Bundesbank s'est attachée à restaurer sa crédibilité. D'autant plus qu'en 1988 l'annonce d'une retenue à la source sur les revenus de l'épargne pour 1989 faisait fuir les capitaux et se replier le DM. Le risque d'inflation importée appelait une restriction des liquidités que facilitaient les sorties de fonds. Au second semestre, les taux d'intervention étaient réhaussés, de 1 point en deux fois. Mais l'expansion du crédit bancaire liée à la reprise, la recombinaison des portefeuilles en faveur d'actifs liquides (en réaction

à la retenue à la source), la forte création monétaire du début d'année, contribuaient au dépassement de l'objectif pour la troisième année consécutive. Le taux de liquidité de l'économie s'est de ce fait fortement accru de 1986 à la fin de 1988 (graphique 2).

2. Taux de liquidité  
de l'économie  
M3 / PNB



Source : Bundesbank.

En 1989 le resserrement s'est poursuivi. Il visait à résorber les excès de liquidité passés et à prévenir l'inflation en germe dans les tensions sur les capacités, dans la faiblesse du DM et dans les négociations salariales devant aboutir en avril 1990. Le relèvement de 2,5 points par paliers des taux d'intervention de la Bundesbank et le report sur les segments plus longs des actifs financiers ont permis à M3 de revenir en ligne avec l'objectif de 5 %. Cependant la masse monétaire au sens strict (M2) a continué de se développer rapidement. La vigilance est dès lors de mise au début de 1990. Les taux d'interventions de la Bundesbank sont demeurés inchangés, dénotant un certain attentisme à la veille d'une période d'incertitude liée à l'unification. Face aux incertitudes concernant la vitesse de circulation, le potentiel de production est-allemand, la politique monétaire devrait connaître une période de tâtonnement.

L'objectif de stabilité monétaire a favorisé l'excédent courant et l'internationalisation du DM. De plus en plus utilisé financièrement et commercialement, le DM, «point d'ancrage du SME», devient une monnaie de réserve (10 % des réserves mondiales en 1975, 21 % en 1989) et de placement.

Mais la montée des patrimoines détenus en DM accroît les risques de perte de contrôle de la masse monétaire. Le DM devient un substitut direct du dollar. Carrefour de capitaux volatiles, la RFA subit leur impact sur sa politique monétaire comme l'illustre la tentative avortée d'introduction d'une retenue à la source sur les revenus du capital. La forte liquidité de certaines créances allemandes sur l'étranger, notamment



des euro-dépôts dans des banques luxembourgeoises, accroît encore l'incertitude. La Bundesbank suit de près leur évolution pour les prendre en compte dans le cadre de sa politique de surveillance des liquidités.

L'élargissement de la zone mark, conséquence de la suprématie monétaire, restreint aussi la liberté de la Bundesbank tenue à un devoir de coordination croissant. Sa responsabilité internationale est accrue par les mécanismes de change du SME (renforcés par les accords de Nyborg en 1987 et par la création d'un conseil économique et financier franco-allemand) ainsi que par les accords de coopération internationale (Plaza en 1985, Louvre en 1987, Toronto en 1988). La Bundesbank doit intervenir sur le marché des changes, créant ainsi involontairement des liquidités. Cette suprématie amène les pays de la CEE à exiger un partage des responsabilités dans une Banque centrale commune. Sceptique sur les intentions de ses partenaires, la Bundesbank reste favorable à une évolution progressive vers l'Union économique et monétaire et un système européen de banque centrale construit sur le modèle allemand : indépendance et priorité à la stabilité des prix. La liberté des mouvements de capitaux (1<sup>er</sup> juillet 1990), l'harmonisation des politiques et la participation de tous les pays membres aux mécanismes de changes doivent précéder sa mise en place.

En matière budgétaire, la réforme fiscale à partir de 1986, a mis fin à cinq années de consolidation qui ont eu un impact fortement restrictif sur l'activité. Les dépenses sont passées de 49,6 % du PNB en 1981 à 47,5 % en 1986, tandis que les recettes fiscales restaient stables en proportion du PNB (46,2 % en moyenne). L'amélioration induite du solde (2,6 % du PNB entre 1981 et 1986) serait liée à l'action délibérée des pouvoirs publics pour 3,6 points selon l'OCDE. En revanche, l'effet de la médiocre conjoncture l'aurait creusé simultanément de 0,9 point. L'essentiel de l'effort s'est concentré en 1982 et 1983. Les ménages ont contribué pour les trois-quarts à la réduction du déficit entre 1981 et 1985.

Les premières étapes de 1986 et de 1988 ont réalisé la moitié des allègements prévus. Le solde de l'Etat fédéral s'est dégradé en trois ans de 0,7 point du PNB. L'année 1989 a marqué une pause dans ce processus, accompagnée d'un effort de consolidation avant la mise en place du troisième volet. Grâce à l'impact favorable de la croissance sur les recettes fiscales et au relèvement des droits d'accise, le solde financier des administrations est revenu à l'équilibre, le déficit du Bund à 17 milliards de DM (0,8 % du PNB) et l'endettement public à 40,5 % du PNB (tableau 3).

L'amélioration du solde financier des administrations publiques s'explique pour moitié en 1989 par les conséquences de la bonne conjoncture. De 1986 à 1989 l'action délibérée des pouvoirs publics demeure légèrement expansive. Elle se chiffre à 0,8 point d'accroissement du déficit.

## 1. Réforme fiscale <sup>(1)</sup>

Réalisée en trois étapes (1986, 1988 et 1990), la réforme fiscale a donné à la politique budgétaire une orientation plus expansive. Les mesures adoptées ont eu pour but d'alléger la fiscalité de 62,8 milliards de DM sur cinq ans, baisse partiellement compensée par la suppression de certains avantages fiscaux (14,3 milliards). La réforme fiscale recherche un allègement et une plus grande neutralité des prélèvements. Elle tend à réduire les taxes directes dont la progression relative dans les impôts fédéraux (54 % en 1980 et 59 % en 1988) est jugée excessive. La réforme instaure une progressivité linéaire des taux d'imposition sur le revenu et diminue les taux maximum (de 56 à 53 %) et minimum (de 22 à 19 % en 1990). Les avantages accordés aux familles sont élargis.

La fiscalité sur les entreprises est également allégée. Le taux uniforme d'imposition sur les bénéfices non distribués est ramené de 56 à 50 %.

Les mesures appliquées en 1990 allègent les procédures d'aide fiscale, dont un grand nombre sont remplacées par un système simple de déductions globales. Les aides spécifiques à l'investissement sont clarifiées et réduites. Enfin les aides à l'épargne sont harmonisées, recentrées sur le capital-risque et immobilier.

(1) Voir Richard Wind «Un attentisme de rigueur», *Revue de l'OFCE* n° 22, «La détente à mi-parcours», *Revue de l'OFCE* n° 29 p. 33-34.

### 3. Principales composantes des dépenses des administrations publiques

En % du PNB

	1980	1982	1985	1986	1988	1989
Recettes	45,7	46,5	46,3	45,6	44,6	45,2
Dépenses	48,6	49,8	47,4	46,9	46,7	45,2
— transferts	29,2	30,2	29,1	28,3	28,6	—
— consommation	14,0	14,0	13,5	13,3	12,9	—
— investissements	3,6	2,8	2,4	2,4	2,3	—
— intérêts	1,8	2,8	3,0	2,9	2,9	—
Solde	- 2,9	- 3,3	- 1,1	- 1,3	- 2,1	0
— dont Bund	- 1,9	- 2,4	- 1,2	- 1,2	- 1,7	- 0,8
Endettement	31,6	38,5	41,2	41,2	42,6	40,5

Source : Statistisches Bundesamt.

### L'inertie de la demande intérieure relativement à l'étranger...

Que faut-il penser de la thèse selon laquelle l'accumulation massive d'excédents externes par la RFA au cours des années récentes résulterait plus de l'inertie de la demande interne que d'un regain d'efficacité de la production ? L'amélioration de la capacité de financement ouest-allemande durant la première moitié de la décennie est sans aucun doute liée à une sous-utilisation domestique des capacités de production. L'atonie de la demande intérieure a été attribuée aux effets cumulés des politiques monétaires et budgétaires restrictives, à la stagnation démographique puis à la perspective de vieillissement. Les taux de croissance réalisés par l'économie allemande au cours des deux dernières années ne remettent pas en cause les grandes lignes de ce constat. En dépit de la transmission à l'investissement de la dynamique externe, le décalage de demande intérieure entre la RFA et les principaux pays de l'OCDE n'a cessé de croître. La contribution interne à la croissance est inférieure à celle des autres pays. La position de la RFA paraît notamment différente de celle du Japon. Ce dernier dégage un excédent d'épargne en dépit d'un différentiel de demande positif avec ses partenaires commerciaux. Sa capacité à produire un excédent d'épargne positif est liée principalement au dynamisme de son potentiel de production. La RFA fonctionne en revanche sur un régime demande/production beaucoup plus lent. Son potentiel croît moins vite que celui des Etats-Unis, du Japon ou de la France voir (tableau 4).

Souscrire à cette thèse n'est pas neutre à la veille d'un choc de demande. L'excédent allemand paraît vulnérable ; un sursaut de demande de l'ampleur couramment envisagée pourrait le résorber en grande partie, pour peu que l'appareil de production tarde à s'ajuster.

#### 4. Croissance potentielle

En %

	1966-1973	1974-1979	1980-1987	1988-1990
RFA	3,7	2,3	2,2	2,3
Etats-Unis	3,3	2,6	2,5	2,7
Japon	8,3	4,3	4,0	4,0
France	4,3	3,0	2,1	2,5

Source : OCDE.

### **...est largement due à l'attachement des ménages à l'épargne**

La comparaison des niveaux d'épargne est de nature à révéler s'il existe une singularité allemande : la préférence pour l'épargne est-elle plus affirmée que dans d'autres pays ?

## **2. Comparer les taux d'épargne**

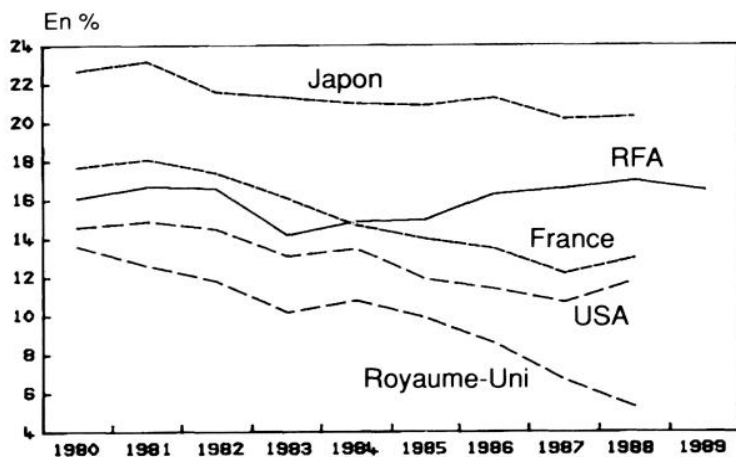
Les taux d'épargne officiels de chaque pays ne sont pas comparables sans harmonisation préalable. En dépit de l'existence d'un système normalisé de comptabilité nationale (SCN) établi par l'ONU, et repris par l'OCDE, des différences demeurent. Pour la RFA la définition nationale du secteur des ménages diffère de celle du SCN. L'épargne liée au logement des ménages *stricto sensu* est méconnue. On ne peut séparer l'investissement résidentiel effectué par les ménages de celui effectué par les entreprises. Faute de données, l'épargne des «ménages» ne comprend pas les fonds utilisés par les ménages pour la construction de logements à l'exception des fonds collectés par les caisses d'épargne-construction. De ce fait, la RFA est souvent exclue des comparaisons internationales ou imparfaitement intégrée <sup>(1)</sup>.

Une harmonisation comptable minimum consiste donc à évaluer l'épargne non financière des ménages. La Bundesbank a récemment estimé celle-ci, ce qui permet ici de proposer un taux d'épargne plus conforme aux usages internationaux. Compte-tenu des difficultés d'évaluation de la consommation de capital fixe (les hypothèses de durée de vie du capital varient entre pays), la référence aux taux d'épargne brute est jugée plus fiable. Cependant ceux-ci sont eux-mêmes sujets à caution lorsqu'ils sont obtenus par soldes entre ressources et emplois et non estimés directement. Cette incertitude oblige à ne considérer comme significatifs que les écarts d'au moins deux à trois points. Parmi les autres corrections traditionnellement proposées figure la prise en compte homogène de «l'épargne-retraite» (Blades 1983). Dans le SCN, le traitement des pensions introduit un certain nombre de disparités : alors que les fonds de retraites privés sont assimilés à de l'épargne, les opérations effectuées entre les ménages et les régimes publics de Sécurité sociale sont considérées comme des opérations courantes. Or les poids relatifs des systèmes publics et privés diffèrent entre pays. Un traitement comptable similaire des systèmes privés et des systèmes publics, conduit à d'importants ajustements à la baisse aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, moindres en RFA et marginaux en France.

---

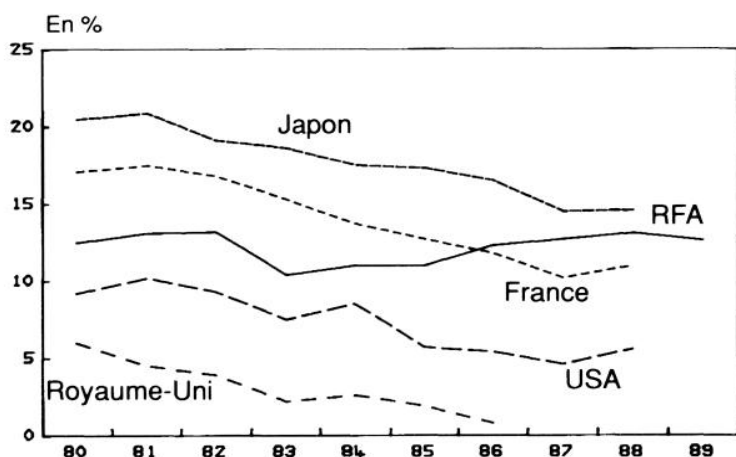
(1) Derek Blades «Différentes mesures de l'épargne», *Etudes spéciales de l'OCDE de 1983*, A. Galibert, Jean Le Dem, «L'épargne américaine», *Revue du CEPII*, n° 37.

Au début des années quatre-vingt la dispersion des taux d'épargne est relativement réduite (graphiques 3). La RFA occupe alors une position intermédiaire.



3 Taux d'épargne brute

a. Après inclusion du logement en RFA

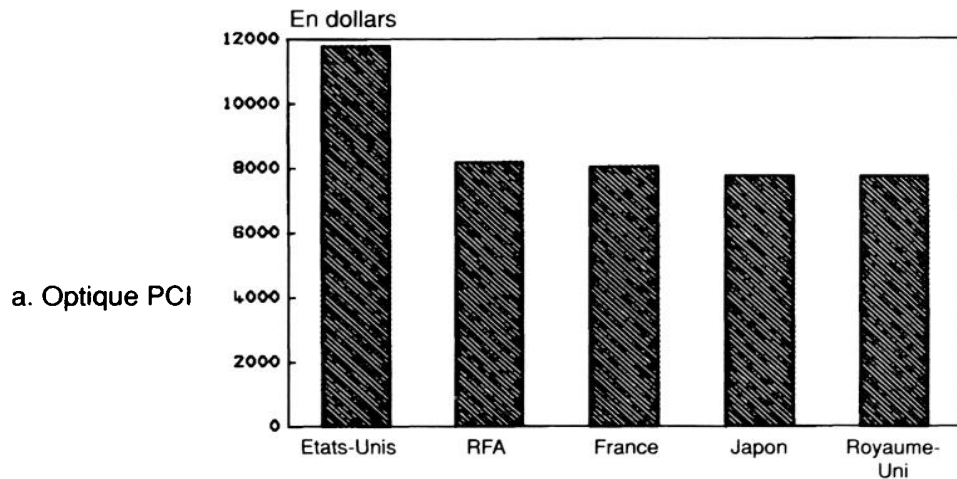
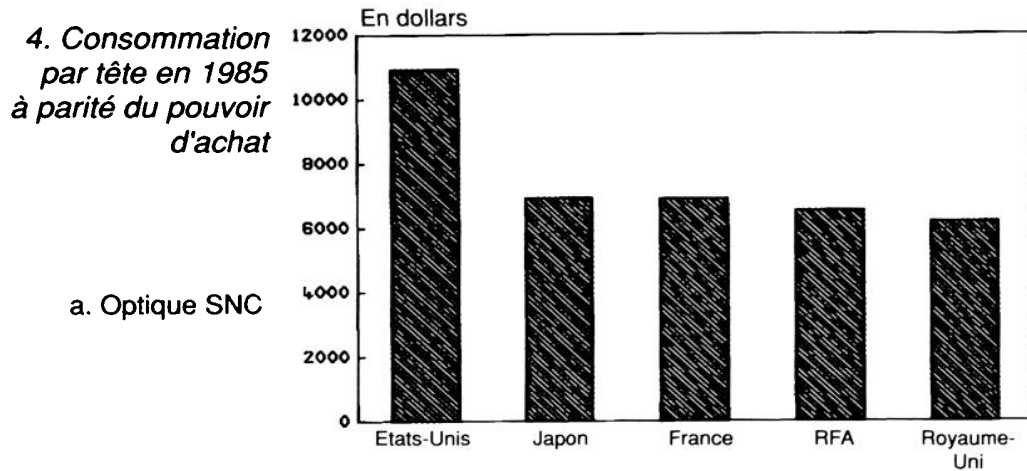


b. Après exclusion de l'épargne retraite privée

Sources : Bundesbank, OCDE, calculs OFCE.

La hiérarchie des consommations par tête, mesurées à l'aide des taux de parité de pouvoir d'achat, semble confirmer cette position intermédiaire de la RFA. Si l'on se réfère sans précaution aux agrégats nationaux la RFA paraît consommer relativement peu compte tenu de sa richesse. Ce rang tient cependant pour une grande part à l'exclusion de certaines dépenses de santé (gratuites en RFA) de la consommation des ménages, et à leur assimilation à une consommation publique. Après réintégration <sup>(1)</sup> le consommateur allemand devient leader en Europe (graphiques 4). La même correction appliquée au taux d'épargne tendrait à le réduire quelque peu par rapport à celui des autres pays.

(1) C'est le cas dans le Projet de comparaison internationale des Nations unies construit autour de la notion de « consommation » et non pas de « dépenses ».



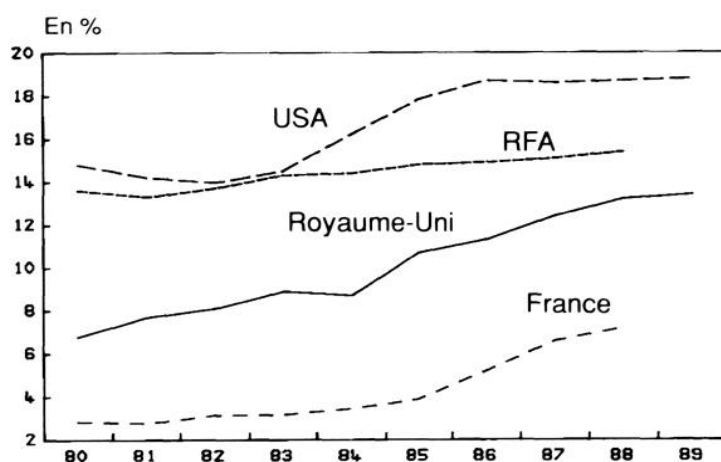
Source : OCDE.

Si, selon ces indicateurs, il ne semblait pas exister au début des années quatre-vingt de surépargne caractérisée de la part des ménages allemands, leur comportement s'est néanmoins démarqué durant la décennie de ceux constatés à l'étranger. Le taux d'épargne ouest-allemand s'y singularise par sa stabilité alors que le taux américain perd 4 points entre 1980 et 1988, le taux japonais 3 points, le taux français 6 points, et le taux anglais 8 points. Cette plus grande stabilité du taux d'épargne des ménages allemands doit être rapprochée de l'évolution du partage du revenu national au cours des années quatre-vingt. La part du revenu disponible des ménages paraît s'être réduite en RFA tout autant qu'en France et davantage qu'au Japon alors qu'elle s'est stabilisée au Royaume-Uni et a plutôt augmenté aux Etats-Unis. Il semble donc que les ménages allemands aient compensé par un effort d'épargne

plus important une capacité d'épargne diminuée. Par ailleurs l'inflation ayant été moins virulente en RFA qu'à l'étranger à la fin des années soixante-dix n'a pas eu le même effet de gonflement de l'épargne associé à la reconstitution des encaisses réelles. Or cet effet, qui conduisait à surestimer l'effort effectif d'accumulation dans les pays à forte inflation, a eu tendance à s'estomper au cours des années quatre-vingt.

Pour ces raisons les années récentes semblent conforter la vision du ménage allemand plus économe de ses deniers que ses homologues français ou anglo-saxons.

L'essor des crédits à la consommation n'est pas étranger aux évolutions divergentes des taux d'épargne. Ces crédits ont connu un très vif développement aux Etats-Unis, en Grande Bretagne, au Japon et en France comme l'indique le rapport croissant entre leur encours et le revenu disponible brut des ménages. La libéralisation des marchés financiers a favorisé la désintermédiation du financement des entreprises. Le redressement des comptes des entreprises a limité leur recours au crédit. Les banques en ont été incitées à développer leur activité de prêt aux ménages. Or la RFA est restée en marge de ce processus, comme le montre la plus grande stabilité de l'encours de crédit à la consommation rapporté au revenu (graphique 5).



5. Encours des crédits à la consommation rapporté au RDB

Sources : Bundesbank, US Department of Commerce, Banque de France, CSO.

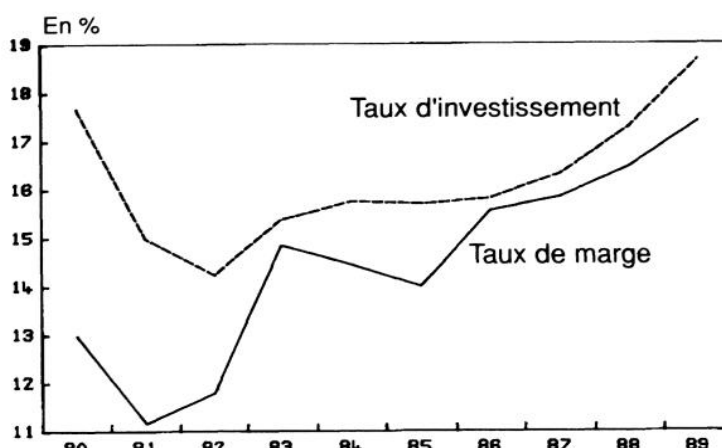
L'image des Allemands ne consommant qu'après avoir épargné doit donc être corrigée. Le taux d'endettement des familles était et reste supérieur à celui des Français ou des Anglais. En fait ce recours accru au crédit découle d'abord d'un partage des revenus historiquement moins favorable aux ménages, ensuite d'une structure de consommation qui privilégie les biens durables.

### En revanche le renforcement de la situation financière des entreprises...

Les entreprises du secteur productif qui ont, plus que leurs homologues étrangères, réussi à préserver leur part du revenu national au cours des années quatre-vingt <sup>(2)</sup> connaissent depuis 1981 une nette amélioration de leur situation financière. La part de l'autofinancement dans la valeur ajoutée gagne 6 points de pourcentage de 1981 au premier semestre de 1989 (graphique 6).

Cette tendance s'explique par la quasi-stagnation des coûts unitaires de main-d'œuvre, car les forts gains de productivité neutralisent la hausse des salaires nominaux (graphique 7). L'instauration de contrats salariaux pluri-annuels à partir de 1987 a contribué à affaiblir l'indexation sur les prix. Négociés pour la plupart durant une période d'inflation très modérée, ces contrats ont favorisé l'inertie des salaires nominaux.

#### 6. Investissement et autofinancement rapportés à la valeur ajoutée des entreprises

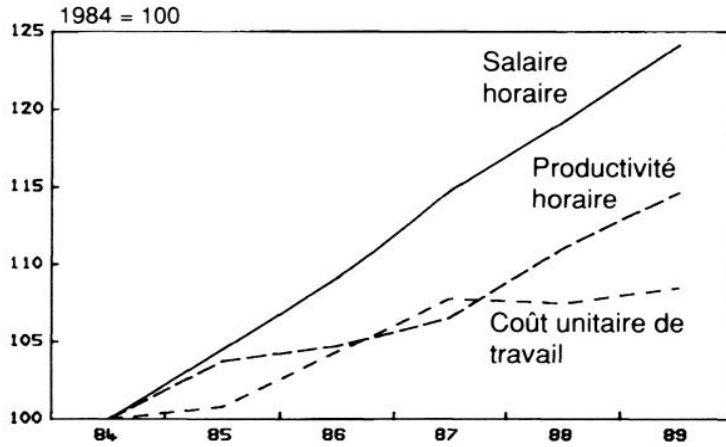


Sources : Bundesbank, Statistisches Bundesamt.

---

(2) Frédéric Lordon, Jérôme Henry : «Répartition et formation du revenu disponible brut dans cinq grands pays», *Revue de l'OFCE* n° 30, janvier 1990.



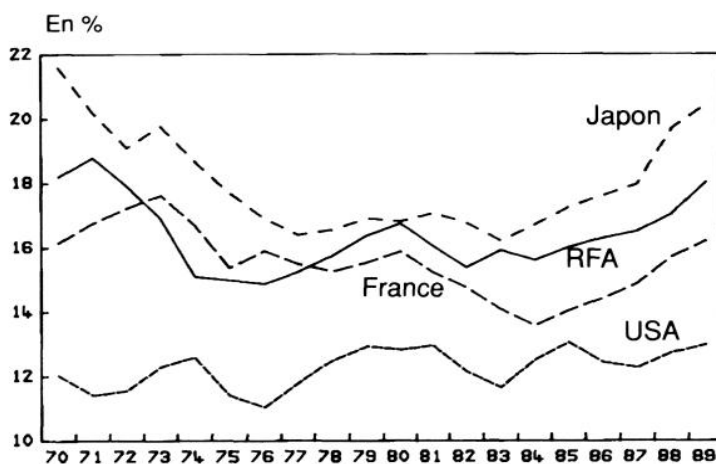


7. Décomposition des coûts salariaux unitaires dans le secteur productif

Source : Bundesbank.

**...a bénéficié à l'investissement productif...**

Le taux d'investissement des entreprises productrices (hors logement), s'est très nettement redressé depuis 1983, et tend à se rapprocher en fin de période des niveaux atteints à la fin de la décennie soixante dix. Cette amélioration est particulièrement sensible au cours des deux dernières années. Le taux d'investissement allemand demeure supérieur à celui des autres grands pays industrialisés à l'exception du Japon. Corrigé des différences de prix relatifs entre la formation brute de capital fixe et la valeur ajoutée, la position allemande sort encore renforcée (graphique 8)

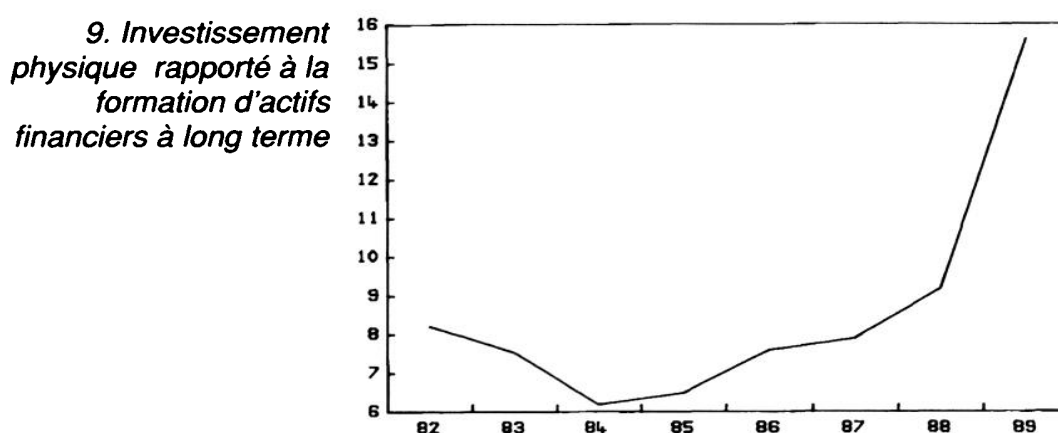


8. Taux d'investissement productif \* aux parités de pouvoir d'achat

\* Hors logement et investissement public

Sources : OCDE, calculs OFCE.

Signe de ce dynamisme, la part des investissements autofinancés décroît en dépit de la forte progression des profits (de 98,5 % en 1985, cette part revient à 93 % au premier semestre 1989). Seule la moindre progression des investissements physiques par rapport à la formation d'actifs financiers entre 1986 et 1988 pourrait laisser supposer une déperdition de ressources en faveur de placements non directement productifs. Or ce phénomène provient d'un gonflement des créances à court terme, inhérent à l'intensification des transactions sur les biens. L'augmentation des encaisses de trésorerie et des créances commerciales à court terme est allée de pair avec l'accroissement du chiffre d'affaires. L'évolution du rapport investissement physique/formation d'actifs financiers à long terme ne permet pas de conclure à une préférence durable des entreprises pour les placements financiers (graphique 9).



Source : Bundesbank.

Simultanément les investissements directs à l'étranger ont repris une tendance ascendante. Jusqu'au milieu des années soixante-dix l'internationalisation de l'économie allemande privilégiait le commerce de marchandises aux investissements directs à l'étranger. Entamé au début des années soixante-dix, le mouvement de rattrapage s'est considérablement amplifié depuis le début des années quatre-vingt. Après le record de 1986 (20,9 milliards de DM) un bref répit eut lieu en 1987, puis les investissements des entreprises allemandes à l'étranger sont repartis à la hausse pour atteindre 24,5 milliards de DM en 1989. Cette tendance nouvelle a parfois été interprétée comme une remise en cause inquiétante de la RFA en tant que lieu de production industriel. Le plafonnement des investissements étrangers en RFA a renforcé ce sentiment. Coïncidant avec la fermeture de quelques grandes unités de production, suivie de leur réimplantation au sud de l'Europe (Opel, Volkswagen) ou en Asie (Nixdorf) cette montée des investissements à l'étranger a été assimilée à une délocalisation vers des pays à moindre coût salarial, fiscal et à plus grande flexibilité. L'analyse de la destination de ces investissements montre pourtant que celle-ci n'est pas fondée sur le niveau des salaires ou de la fiscalité dans les différents pays, mais plus sur la volonté de capter une demande dynamique. L'engagement des capitaux allemands dans les pays à faibles salaires est minoritaire. Ceux-ci se

sont dirigés proritativement de 1980 à 1988 vers les Etats-Unis (50 % entre 1985 et 1988). Cette implantation renforce la position stratégique des firmes ouest-allemandes sur le marché américain et les protège contre les fluctuations de change. La perspective du marché européen devient un autre motif majeur d'expansion à l'étranger. En 1989, les résidents ont réalisé environ les deux-tiers de leurs investissements dans les autres pays de la CEE tandis que la part relative des Etats-Unis est tombée à 20 % environ. Signe d'une interpénétration croissante, les non résidents ont simultanément accru leurs investissements directs dans les entreprises allemandes. Le montant a plus que doublé en 1989. Il convient cependant de relativiser le volume des investissements directs allemands qui ne dépassent guère 6 % de la formation totale d'actifs financiers et réels en moyenne entre 1985 et 1989.

### **...et permet à présent d'élargir les capacités**

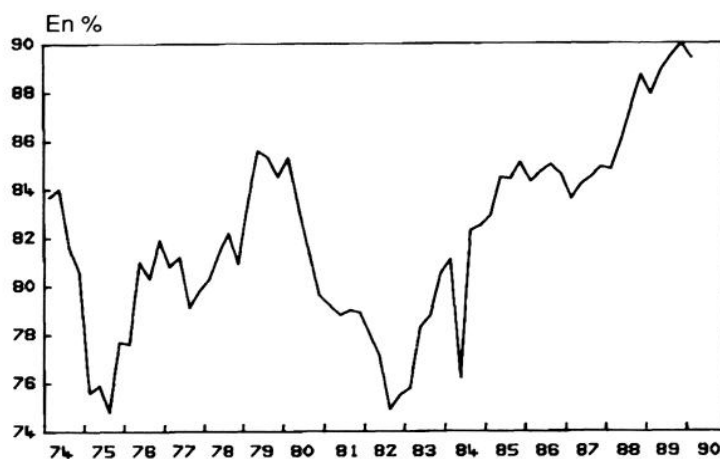
Le PIB a progressé de 3,8 % par an de 1987 à 1989 en réponse à une progression de 4,4 % de la demande totale (demande intérieure et exportations). Cet ajustement de la production a été permis par la création de 290 000 emplois par an (+ 1,1 %), une augmentation annuelle du stock de capital productif de 3,2 % et un degré accru d'utilisation des équipements industriels : celui-ci est passé de 84 % en 1987 à 90 % en 1989 (graphiques 10 et 11).

Au cours des deux dernières années la hausse de la production effective a été supérieure à celle du potentiel de production (graphique 11), estimée à 2,3 % par an par l'OCDE (2,1 % par le FMI) au lieu de 2,2 % sur la période 1980-1987 (tableau 4).

Les indicateurs usuels de tensions décrivent une offre proche de la saturation. Le taux d'utilisation des capacités manufacturières a dépassé son maximum historique et le rapport de la production effective sur la production potentielle, qui tient compte des disponibilités en main-d'œuvre, a atteint un niveau extrême. Dès la fin de 1988, ces indicateurs s'étaient mis à clignoter. Or les symptômes inhérents à une offre rigide ne se sont pas clairement manifestés au cours de l'année écoulée. La production manufacturière s'est accrue de 5,1 % au lieu de 4 % en 1988. L'accélération de la hausse des prix (+ 2,8 % au lieu de 1,3 % en 1988) s'explique par l'augmentation de la fiscalité indirecte (pour les deux tiers) et par la hausse des coûts importés. L'élasticité des importations à l'accroissement de la demande totale n'a pas augmenté (1,4 au lieu de 1,5).

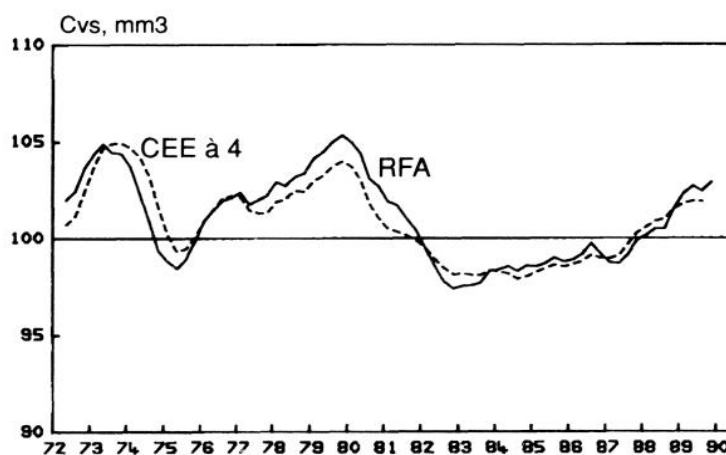
La pertinence des indicateurs de capacité a été mise en doute. L'indicateur de taux d'utilisation des capacités produit par l'IFO, à partir d'enquêtes auprès des chefs d'entreprises surestimerait les tensions réelles sur le capital disponible, l'utilisation à 100 % reflétant plus le plein régime que le «sur-régime». La modernisation et la rationalisation des structures permettraient aux entreprises de fonctionner au plus

10. Taux d'utilisation des capacités dans l'industrie manufacturière



Source : IFO.

11. Rapport du PNB au PNB potentiel

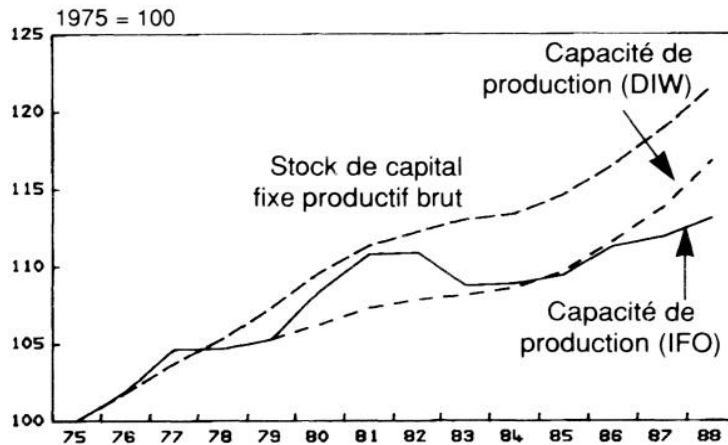


Sources : OCDE, FMI, calculs OFCE.

près du maximum de leurs capacités. La qualité même de l'indicateur est contestée : les chefs d'entreprises appréhenderaient mal leurs capacités réelles.

A cet égard depuis 1985 les capacités déclarées aux enquêtes se développent moins rapidement que le stock de capital reconstitué à partir des investissements et déclassements. Ceci peut sembler <sup>(3)</sup> contradictoire avec l'accroissement relatif des investissements de capacité également mentionné depuis cette date. La réduction de la durée du travail et les difficultés de recrutement influent probablement sur les réponses des entreprises. Contestant la validité de la mesure de l'IFO, le DIW a reconstitué une série de capacité dont la croissance se raffermi nettement en fin de période (graphique 12).

(3) Cependant il faut reconnaître que le rythme effectif des déclassements reste inconnu des comptes nationaux.



12. Evolution du stock de capital et capacités productives

Sources : IFO, DIW, Statistisches Bundesamt.

Concernant les mesures de potentiels de production par l'OCDE, celles-ci surestiment sans doute l'impact de la réduction contractuelle de la durée du travail en RFA. En 1989 l'emploi s'est accru de 1,4 % et le volume de travail de 0,7 % seulement du fait de la réduction effective de la durée du travail. Il est probable que même la réduction effective du temps de travail affecte peu le volume de production car elle incite à une rationalisation des tâches et peut stimuler un recours informel aux heures supplémentaires. La mesure de l'accroissement du potentiel productif par l'OCDE pour la période 1988-1990 repose en particulier sur l'hypothèse d'une constance des gains de productivité totale des facteurs par rapport à la période 1980-1987 (1,2 %). Ces chiffres paraissent déjà sous-estimés pour 1988 et 1989. Par ailleurs la croissance du stock de capital a augmenté d'un demi-point en 1989 par rapport à la moyenne de la période 1982-1988 et devrait de ce fait contribuer à desserrer la contrainte de capacité.

L'industrie allemande pêche par son utilisation insuffisante des équipements selon une étude récente de la CEE. Le temps-machine se limite en moyenne à 53 heures hebdomadaires au lieu de 66 heures pour l'ensemble de la communauté. Une des raisons de ce manque de flexibilité provient d'un recours encore relativement faible au travail par équipe.

Des progrès pourraient intervenir en ce domaine. Les revendications sur la réduction de la durée du travail semblent s'éteindre comme le montre le résultat des récentes négociations dans la métallurgie, qui reportent à 1993 les prochaines décisions en ce domaine. Par ailleurs, les entreprises ont clairement exprimé leur volonté d'associer le débat sur la réduction du temps de travail à celui sur la flexibilité. La déperdition de potentiel de production qu'engendre la réduction du temps de travail et du temps-machine devrait s'interrompre sous la pression de la très forte sollicitation des capacités et du fait du volant de main-d'œuvre immigrée.

Les risques de pénurie de main-d'œuvre sont également mis en avant pour justifier un pessimisme quant aux capacités de réponse de l'offre. Il est vrai que le nombre d'offres non satisfaites s'est considérablement accru au cours des années 1988 et 1989. Le problème de pénurie s'est posé semble-t-il avec une acuité particulière durant l'été 1989 où 12 % des firmes interrogées affirmaient être contraintes par la rareté de main-d'œuvre, leur nombre ayant doublé en douze mois. Ces chiffres retrouvaient les niveaux atteints avant le second choc pétrolier, mais demeuraient inférieurs aux proportions du début des années soixante-dix (jusqu'à 30 %). Il semble cependant que l'ampleur du mouvement migratoire ait contribué à atténuer les frictions sur le marché du travail. La proportion des firmes contraintes est revenue à 7,5 % au premier trimestre 1990 alors même que les entreprises offraient davantage d'emplois.

## **...L'unification économique et monétaire prolongera le plein emploi au prix d'une surchauffe maîtrisable**

### **L'union des deux Allemagnes par le mark veut éviter l'exode et l'hyperinflation...**

L'Allemagne de l'Ouest a choisi de faire de la réforme monétaire un prélude à l'union économique avec la RDA. Les modalités de cette unification par le mark ont été partiellement précisées et ratifiées en mai. En proposant sa monnaie à la RDA la RFA conditionne le contenu et le rythme de la restructuration. L'instauration d'emblée d'une parité fixe et forte impose à l'économie est-allemande d'atteindre rapidement le niveau de performance occidentale. Pour le gouvernement de la RFA cet «électrochoc monétaire» serait l'élément décisif, seul à même de déclencher le sursaut nécessaire et d'éviter l'enlisement socio-économique de la RDA.

Ainsi que le chancelier Kohl l'a initialement annoncé le 24 avril, le taux de change retenu sera de «un pour un» pour les salaires, les retraites, les loyers et une grande partie de la petite épargne. Effective dès le 2 juillet 1990, la réforme monétaire mettra en communication deux systèmes de production profondément disparates et apparaît de ce fait aussi prometteuse que déstabilisante. La création d'un espace

unifié peut dynamiser la croissance. La demande supplémentaire exprimée en DM et les dépenses d'infrastructures consenties à l'Est ouvriront de nouveaux débouchés aux entreprises ouest-allemandes. Mais la réussite à terme de ce processus dépend en fait des capacités de réponse des appareils productifs est et ouest allemands à ce surcroît de demande. Parce que la thérapie est brutale elle accroît les risques de surchauffe et de réduction massive des excédents financiers ouest-allemands. Même si les déséquilibres occidentaux en sont réduits, elle peut par son ampleur provoquer des désordres financiers dommageables à l'ensemble des économies. Du point de vue est-allemand, on peut craindre que la « potion miracle » tue le malade et compromette à terme la rentabilité de cet « investissement-risque » massif dans lequel s'engage l'Allemagne de l'Ouest.

En début d'année la majorité des experts économiques penchaient pour une solution plus progressive. Mais faire du rapprochement des performances un préalable à la convertibilité est apparu politiquement plus déstabilisant et coûteux à terme, car cela risquait de gonfler le flux déjà massif des émigrants est-allemands en RFA. Sans doute une homogénéisation même partielle des niveaux de productivité des deux zones implique un transfert de capitaux dans un sens et de main-d'œuvre dans l'autre. Mais l'ampleur du second doit être limitée, faute de quoi le système productif est-allemand se désintégrerait et les capacités d'absorption à l'Ouest seraient dépassées. En outre le maintien d'une monnaie autonome n'aurait pas eu le même degré d'attraction des capitaux étrangers.

Choix inévitable ou justifié après coup, cette stratégie déclenche un certain scepticisme chez les partenaires européens de la RFA, habitués à la prudence affichée lors des négociations visant à promouvoir une monnaie commune en Europe.

L'analogie des deux situations est malgré tout contestable. Dans le cas de l'unité allemande, la RFA ne perd ni sa monnaie ni la souveraineté de sa politique monétaire. Il ne s'agit que d'une extension de la zone-mark même si le risque est de perdre provisoirement le contrôle des liquidités. Un risque limité du fait de la taille relative des pays en présence. Dans le cadre européen ce qui est proposé c'est de partager la souveraineté et de substituer l'ECU au DM, la taille relative de l'économie ouest-allemande au sein de l'Europe des douze ne lui garantissant pas une domination absolue. L'unification monétaire allemande permet d'éliminer le danger hyper-inflationniste en RDA : ceci vaut bien de risquer un peu plus de hausse des prix en RFA. Quant au risque de change qui aurait freiné la restructuration est-allemande, il ne joue guère dans les pays de la CEE, où le SME incite déjà à coordonner les politiques et à faire converger les performances réelles des économies européennes.

L'adoption du DM permet à la RDA de se tourner vers le marché mondial après avoir réformé ses prix. L'absence de monnaies convertibles est présentée comme le principal obstacle au commerce du COMECON avec l'Occident. La RDA pourra bénéficier d'avantages de spécialisation en s'insérant dans les échanges internationaux. La multiplicité des taux

de change spécifiques aux différents produits entraînait jusqu'ici des distorsions entre secteurs et une mauvaise allocation des facteurs de production. Dans le secteur électronique, par exemple, (Robotron) une grande part des surcoûts de production proviennent d'un accès insuffisant au marché mondial des composants.

L'union monétaire oblige par ailleurs à redresser la productivité. La RDA ne peut pas dévaluer pour améliorer sa compétitivité. L'adaptation ne peut venir qu'en mobilisant et en rendant plus efficaces travail et capital, et en cas d'inertie, en corrigeant le prix des facteurs. Là où les salaires s'aligneront sur la norme occidentale la productivité du travail devra évoluer pareillement. Les entreprises est-allemandes, brutalement affrontées à la concurrence en RFA et en Europe sont condamnées à se restructurer. Thérapie douloureuse, l'unification doit accélérer la mutation de l'économie est-allemande.

Le choix d'un niveau de conversion réaliste n'était pas évident *a priori*. Le taux de change doit en principe refléter la parité des pouvoirs d'achat en longue période. Mais ceci ne vaut qu'entre des économies de niveaux de développement voisins. De plus, dans le cas d'une économie planifiée telle que la RDA les prix de marché restent inconnus. Les prix relatifs sont en particulier biaisés par l'existence de subventions à la consommation. Concentrées essentiellement sur les produits alimentaires et certains services celles-ci s'élèvent à 20 % des dépenses du budget est-allemand et 1/3 du prix de vente de l'ensemble des biens et services consommés (tableau 5). Leur suppression est programmée en même temps que sera généralisée une taxe à la consommation.

### 5. Subventions à la consommation en RDA

En milliards de marks

	(1)	(2)	(2) : (1)
	Dépenses	Subventions	Taux de subvention en %
Biens	126	44,3	35,2
— alimentaires	37,4	31,9	85,3
— autres	88,6	12,4	14,0
Services	17,2	13,2	76,7
Total	143,2	57,5	40,6

Source : DIW.



Une union monétaire implique aussi une structure des prix relativement uniforme dans tout l'ensemble inter-allemand, aux coûts de transports près. Or présentement il n'existe pas de taux qui réalise cette uniformité. Même en corrigeant les distorsions induites par le système de subvention, cette structure resterait très différente entre les deux pays. Plus les biens sont complexes (plus on s'éloigne des produits de base) et plus le rapport des prix relatifs RDA/RFA est élevé, ceci trahissant bien l'écart des niveaux de vie (tableau 6).

#### 6. Rapport des prix RDA/RFA

Pomme de terre	0,17
Pain	0,16
Café	3,9
Réfrigérateur	2,6
Télévision	3,2
Micro-électronique	10,0
Loyer moyen	0,2
Transport ferroviaire	0,4

Source : Dresdner Bank, *Financial Times*.

Fonder le choix de la parité sur les écarts de productivité et de coût des facteurs n'apporte guère plus de certitude. Les études passées tendaient à évaluer la productivité par tête en RDA à la moitié de celle de RFA. D'autres plus récentes l'estiment à seulement 30 %. Une conversion de un pour un établit le salaire moyen est-allemand à la moitié de celui pratiqué en RFA (1 200 DM au lieu de 2 400). Le «un pour un» apparaît donc dans l'immédiat comme un maximum au regard du critère de maintien de la compétitivité prix des entreprises est allemandes.

Les salaires ainsi définis suffiront-ils pour autant à stopper la fuite des Allemands de l'Est vers l'Ouest ? Ce taux de conversion va-t-il ponctionner le pouvoir d'achat ? Dans le cas des petits épargnants et des retraités la décision est irréversible, tandis que les salaires pourront être renégociés.

Selon une étude du DIW (1986) le maintien du salaire nominal d'un ménage ouvrier impliquerait une perte de près de 20 % de son pouvoir d'achat si les prix s'alignaient sur ceux de la RFA et si la structure de consommation demeure inchangée. A structure de consommation similaire à celle de l'Ouest, le gain de pouvoir d'achat dépasserait 10 %. On ne

peut en conclure à la neutralité de la conversion appliquée le 2 juillet, car les habitudes de consommation sont indissociables du niveau de vie. Il est même possible que l'amputation d'un cinquième du pouvoir d'achat confine encore plus le travailleur est-allemand dans la consommation de biens de première nécessité, ceux précisément qui auront le plus augmenté. On mesure alors la distance entre la réalité probable — baisse du pouvoir d'achat et insécurité de l'emploi — et l'aspiration des salariés à atteindre les rémunérations de l'Ouest. On peut toutefois compter sur l'inertie de certains prix à l'Est, notamment de ceux des services où la part de main-d'œuvre est élevée, pour atténuer cette ponction. De plus la libération des loyers (cinq fois inférieurs à ceux de la RFA) est improbable à court-terme.

### **Elle renforcera d'autant plus la demande de produits ouest-allemands...**

Celui-ci dépend de la part de l'épargne est-allemande convertie en biens de consommation non produits en RDA, et de la répartition du revenu courant entre biens nationaux, biens importés et épargne. D'après les modalités fixées le 2 mai, un système de taux de change à géométrie variable a été retenu. Le texte prévoit des conditions plus avantageuses pour les adultes à partir de 60 ans. Ils pourront échanger à parité jusqu'à 6 000 marks et non 4 000 comme initialement proposé par Bonn. En revanche les enfants de moins de 14 ans pourront changer leur argent au taux de un pour un dans une limite fixée à 2 000 marks. Pour le reste de la population, le montant bénéficiant de la parité est maintenu à 4 000 marks. Les 177 milliards de mark-Est détenus par les allemands de l'Est (tableau 7) équivalent dans ces conditions à 100 milliards de mark-Ouest (8 % de M3 en RFA). Ce qui se retrouvera sous forme de moyens de paiements n'en est pas l'intégralité. Il dépend de ce qui pourrait être stérilisé par la vente de biens publics ou gelée par l'émission de titres. Il faut aussi s'attendre à ce que se constitue une épargne de précaution suscitée par la montée du chômage. L'instauration d'une rémunération attrayante de l'épargne pourrait également endiguer ce potentiel de dépenses supplémentaires résultant de l'insuffisance de l'offre intérieure. En supposant que ces éléments combinés parviennent à stabiliser le stock d'épargne (c'est-à-dire que l'épargne nouvelle compense la désépargne) et que dans un premier temps 15 % du revenu disponible soit dépensé en biens de consommation étrangers, essentiellement ouest-allemands, ceci représenterait 25 milliards de deutschemark soit 2 % de la consommation en RFA. Si toutefois le pouvoir d'achat des salaires ne parvient pas à se redresser rapidement, la part accrue d'achats à l'étranger viendra supplanter les biens produits en RDA. Plus les consommateurs est-allemands stimuleront l'activité en RFA et plus ils mineront l'activité de leur pays et partant leur propre revenu. Le choc initial de demande de biens de consommation a vocation à s'atténuer d'autant plus vite qu'il aura été ample.

A la demande de biens de consommation s'ajoute une demande de biens d'équipement, qui constituera en principe l'élément le plus durable. Les investissements en capital exigés par la situation est-allemande sont assurément élevés, une large partie du capital productif des entreprises s'avérant obsolète. La mise à niveau des deux économies implique par ailleurs un fort investissement en infrastructures. Le coût d'une telle restructuration financé pour une large part par des capitaux publics ou privés de RFA, devrait provoquer un retour presque équivalent sous forme d'achat de biens d'équipement. En retenant une hypothèse basse d'un surplus de demande de 30 milliards d'ici à la fin de 1991 le choc de demande concernant l'ensemble des produits finis avoisinerait 2,5 % du PNB ouest-allemand.

### 7. Epargne et revenus en RDA

En marks-Est/DM

	RDA	RFA
Salaire brut/tête mensuel	1 100	3 300
Salaire net	925	2 200
Revenu disponible net	813	1 814
Taux d'épargne	6,5 %	12,6 %
Taux de liquidité de l'économie	0,5-0,7	0,6
Actifs financiers/tête	11 000	40 750

Source : Rapport des sages

### ...que le potentiel de production en RDA se trouvera affaibli

L'estimation des potentiels de production dans les pays de l'Est est malaisée. Le rapprochement du concept de produit matériel net avec les agrégats occidentaux de produit national est inadéquat : la mesure du produit matériel ne prend pas en compte une grande partie des services (notamment ceux qualifiés de non productifs : santé, éducation, banque, défense...) et exclut la consommation de capital fixe. Le système de prix déconnecté des coûts de production accroît encore l'hétérogénéité des systèmes de mesures. Le produit matériel net de la RDA était de 278 milliards de marks-Est en 1988, soit 15 % du revenu national ouest-allemand à parité égale. Estimé par les coûts de la valeur ajoutée (tableau 8) le produit intérieur brut est-allemand atteindrait 16,4 % du PIB ouest-allemand. La multitude et la divergence des estimations de produit par tête est là pour témoigner des difficultés d'une telle comparaison. Celles-

ci varient de 4 000 dollars (comparable au Portugal) à 13 000 dollars par tête (juste au dessus de la Nouvelle-Zélande). L'usage des parités de pouvoir d'achat tend à surestimer la production, en supposant implicitement la même qualité entre les biens de l'Est et de l'Ouest, tandis que la référence aux taux de change pratiqués sur le marché noir la sous-estime.

*8. Structure des coûts en RDA en 1988 et variante après réforme fiscale*

	Valeur ajoutée totale	Amortissements	Impôts indirects, intérêts nets de subvention	Revenu du travail	
				brut	net
Avant réforme fiscale	359,9	52,4	162,1	145,4	114,3
Après réforme fiscale	243,2	26,2	49,6	173,5	114,3

Source : DIW.

En étudiant l'impact sur la structure des coûts en RDA qu'aurait une refonte de la fiscalité est-allemande aux normes ouest-allemandes, le DIW a estimé une valeur ajoutée totale en RDA qui constitue sans doute la référence la plus correcte en matière de comparaison (voir tableau 4). Le potentiel de production est-allemand dépasserait aujourd'hui légèrement 10 % du potentiel ouest-allemand. La productivité en découlant serait d'environ 40 % du niveau de la RFA.

Certaines causes de l'improductivité est-allemande semblent devoir être aisément éliminées. Il en est ainsi des dysfonctionnements qui troublent la production. En dépit d'un temps de travail officiellement supérieur à celui de RFA (43 heures hebdomadaires au lieu de 38 heures) de nombreuses interruptions, imposées le plus souvent par des ruptures d'approvisionnement, entravent les performances des entreprises. Ces ruptures disparaîtront dans la mesure où les entreprises paieront leurs fournisseurs à des prix de marché.

Les obstacles ne résultent pas non plus d'une insuffisance de la qualification professionnelle. Les connaissances et le savoir-faire technique des ouvriers sont jugés supérieurs en moyenne aux connaissances morcelées des ouvriers de RFA. Quant aux cadres, le système d'enseignement pluri-technique (tous les lycéens apprennent un métier parallèlement aux enseignements traditionnels) est conforme au principe de formation duale qui prévaut en RFA. Dès lors les gains de productivité tenant à une meilleure organisation du travail et à des mesures d'incitation pour le personnel peuvent rapidement être dégagés.

Mais la principale inertie provient de l'obsolescence du stock de capital productif : les installations existantes sont sensiblement plus anciennes et moins performantes que celles des économies de marché. Outre les

chutes de cadence imposées par de nombreuses pannes techniques, les biens de consommation et d'équipement qui sont produits répondent rarement aux impératifs de choix et de qualité communs aux sociétés occidentales et sont de ce fait souvent invendables. Pour certains biens intermédiaires, notamment les produits chimiques et les combustibles, les techniques utilisées sont trop polluantes pour pouvoir être poursuivies. La chimie de base, fondée sur la lignite, devra se réorienter vers le pétrole. Dans la production de métaux, les entreprises devront aussi s'adapter aux standards internationaux (41 % de la production proviennent encore du procédé Martin-Siemens, alors que cette technique est totalement abandonnée en RFA).

Cette faiblesse structurelle de l'appareil productif apparaît clairement dans la nature et l'évolution des échanges de la RDA avec l'Ouest, notamment dans le développement du commerce inter-allemand. Les exportations de la RDA sont constituées principalement de produits de base et de biens intermédiaires dont la part relative représente 50 % du total des ventes à la RFA en 1988. Au cours des dernières années la saturation des capacités de production en RFA et l'insuffisance de l'offre dans certains secteurs comme la chimie, les métaux non ferreux et l'acier ont profité à la RDA. Les biens de consommation constituent aussi une part importante des achats de la RFA (26 % en 1988). Mais ils comprennent essentiellement des produits dont la fabrication exige des procédés relativement simples (textiles, habillement, produits en bois). Quant aux biens d'équipement, réputés point fort de la spécialisation est-allemande (près de 50 % de ses exportations totales) ils ne se montent qu'à 15 % des exportations vers la RFA. Le même constat prévaut pour l'ensemble du commerce est-allemand avec les pays de l'OCDE (tableau 9). De plus la RDA n'a cessé de perdre des parts de marché à l'Ouest.

### 9. Composition du commerce RDA/CEE

En %

	Expor- tations	Impor- tations	Expor- tations	Impor- tations	Indices de spécialisation *	
	RDA/RFA	RDA/RFA	RDA/CEE	RDA/CEE	RDA/RFA	RDA/CEE
Agriculture	5,9	0,6	4,3	7,1	10	0,6
Mine/énergie	1,9	4,8	5,3	1,4	0,4	3,8
Produits intermé- diaires	46,3	36,8	36,2	30,1	1,2	0,7
Equipement	14,9	37,3	29,5	40,2	0,4	0,7
Consommation	26,2	7,8	22,8	14,2	3,4	1,6

\* Part relative des exportations/part relative des importations.

Source : DIW.

Etant donnés les délais d'ajustement du stock de capital, les premiers gains de productivité imposés par l'introduction de la concurrence auront pour effet de transformer le chômage déguisé en chômage véritable. Cet ajustement pourrait faire apparaître 700 000 à 1,1 million de chômeurs supplémentaires d'ici à la fin de 1991 selon une récente étude de l'IFO. Toutes les branches du secteur manufacturier seraient affectées. Le chômage pourrait être beaucoup plus important si s'effondrent des pans entiers de la production en RDA. Le scénario de l'IFO exclut implicitement cette éventualité en n'envisageant pas, au cours de la période, de baisse de la production globale.

### **Le coût massif de la mise à niveau de la RDA...**

De nombreux devis de l'unification ont été établis. Elaborés à partir de méthodes différentes ils s'étalent de 500 à 1 200 milliards de DM à l'horizon 2000. Ils tentent généralement d'évaluer à la fois les fonds nécessaires à une mise à niveau de l'économie est-allemande et le coût social afférent.

Le renouvellement total du stock d'équipements en dix ans, tel qu'il est estimé par les comptes nationaux est-allemands (soit 750 milliards de marks) aboutit à un coût annuel d'environ 75 milliards de DM. En supposant un alignement des normes de capital brut par tête entre RDA et RFA (environ 95 000 DM courants) à emploi inchangé et un renouvellement total du stock d'équipement productif, le coût en capital s'élèverait à 800 milliards de DM de 1989.

Cependant l'effort financier ne se limiterait pas au seul capital productif. L'étude la plus détaillée et la plus argumentée en ce domaine, publiée en début d'année, a estimé à 350 milliards de DM l'apport public nécessaire pour améliorer les infrastructures est-allemandes, condition première d'attraction des capitaux privés : 100 milliards pour les transports, 100 milliards pour la rénovation des logements, 150 milliards pour la protection de l'environnement dont 50 milliards pour la rationalisation de la production énergétique et sa mise aux normes anti-pollution (tableau 10) <sup>(4)</sup>. Le coût proprement dit de rattrapage de la productivité pour l'ensemble de l'économie repose sur l'hypothèse faible d'un écart initial de productivité de 40 %. A production inchangée, en ajustant l'emploi de manière à égaliser les productivités par tête et en supposant une rénovation des postes de travail, ce coût dépasserait 400 milliards. Ce chiffre correspond à la somme des investissements effectués depuis la fin des années soixante en RFA, années où prévalait un niveau de productivité équivalent à celui constaté actuellement en RDA. Un tel scénario conduirait cependant à 3,6 millions de chômeurs

---

(4) *Wirtschaftswoche*, du 12 janvier 1990.

(40 % de la population active). La création simultanée de 2 millions de postes supplémentaires gonflerait le coût total de 435 milliards de DM en se référant au coût de création d'un poste de travail en RFA (en moyenne 209 000 DM).

10. Les besoins d'investissements privés (au prix de 1988)

	Postes de travail à rénover (en milliers)	Investissements par poste (en milliards de marks)	Investissements nécessaires (en milliards de marks)	Emplois à créer (en milliers)	Investissements par poste (en milliards de marks)	Investissements nécessaires (en milliards de marks)	Total à investir (en milliards de marks)
Agriculture	321	118	37,9	24	246	6	43,9
Industrie	2 276	90	203,7	102	199	20,3	224,0
Bâtiment	385	16	6,2	82	47	3,8	10,1
Commerce	396	42	16,5	536	106	57,0	73,6
Transports	274	196	53,7	117	428	50,2	103,9
Instituts de crédit, autres services, organismes sans but lucratif	1 350	80	107,4	1 224	243	297,6	405,0
Total	5 002	85	425,4	2 085	209	434,9	860,5

Source : *Wirtschaftswoche*.

La restructuration de l'économie est-allemande a inévitablement un coût social, car il faut aligner les systèmes de protection sociale et indemniser les nouveaux chômeurs. Compléter l'union économique et monétaire par une union sociale est urgent afin de tarir le flux migratoire. Le gouvernement de Bonn a engagé depuis les élections du 18 mars une procédure législative tendant à réduire certaines prestations sociales susceptibles d'attirer de nouveaux *übersiedler*. La contrepartie en est l'extension du système social ouest-allemand à la RDA. Ceci implique une péréquation des transferts sociaux, que l'Allemagne de l'Est ne pourra financer à elle seule. Ce coût comprend notamment les sommes nécessaires pour amener les pensions moyennes à 70 % du salaire net moyen. Ainsi, de 447 DM par mois (au lieu de 1 042 DM en RFA) la retraite moyenne s'établirait à environ 650 DM. Le surplus de dépense induit atteindrait 6 milliards de DM. De même, si l'on retient l'hypothèse d'un million de chômeurs à l'horizon de la fin 1991, percevant 640 DM en moyenne par mois, la dépense supplémentaire atteindrait 6,5 milliards de DM.

Outre les incertitudes statistiques, ces approches demeurent limitées car normatives. Elles informent sur le souhaitable et non sur le réalisable. Rattraper rapidement la productivité de l'Ouest se heurte à des contraintes financières qui peuvent y faire obstacle. Celles-ci varient selon les agents impliqués.

**...ne sera que minoritairement pris en charge par l'Etat...**

L'engagement budgétaire ouest-allemand paraît inévitable dans un premier temps. L'Etat fédéral mise clairement sur un financement privé, l'adoption d'une unité de paiement commune étant la meilleure garantie à la sécurité des investissements directs. Mais l'Etat a un rôle essentiel et coûteux d'incitation au transfert de fonds privés par le financement d'infrastructures (route, voies ferrées, télécommunications), et par l'aide et l'extension des garanties aux investissements en RDA. Une partie du coût social lui incombera également.

L'effort budgétaire «réalisable», c'est-à-dire le surplus de dépenses qui ne nécessiterait ni ponction excessive sur le marché des capitaux, ni augmentation d'impôt à court terme, est estimé à environ 50 milliards de DM par an (tableau 11) dont près de 20 milliards proviendraient de l'arrêt des dépenses liées à la division actuelle (notamment coûts du maintien sous perfusion de Berlin-Ouest), et de la contraction de dépenses militaires (dans ce contexte est envisagé l'abandon de la participation

*11. Coût budgétaire de l'unification*

	Montant annuel en milliards de DM	Durée
Dépenses sociales	20	
— retraites	5	cinq ans
— chômage	15	deux ans
Fond de compensation	5	deux ans
Infrastructures	15	cinq ans
Incitations	8	cinq ans
Total	48 *	
Financement :		
— économies sur le budget de Berlin et dépenses militaires	15	
— hausse de 1 % des cotisations sociales	10	
— déficit	23	

\* 33 milliards après 1992.

Source : Dr Ernst-Moritz Lipp, Dresdner Bank.



à la construction de l'hélicoptère européen de combat). Il est probable que l'élection de décembre retarde les décisions en ce domaine. Pour le moment, tout financement fiscal est exclu. Le budget fédéral prévoit d'apporter 20 milliards de DM au fonds commun récemment décidé par l'Etat fédéral et les Länder. L'appel aux capitaux privés doit s'élever à 95 milliards de DM. L'ensemble du fonds serait employé en quatre ans et demi.

Ce financement public est à mettre en regard du déficit budgétaire prévisionnel en RDA. Les finances publiques est-allemandes vont être reformées en profondeur dès janvier 1991 pour cause d'harmonisation. Selon le DIW les rentrées fiscales baisseront de moitié. Les prélèvements indirects nets de subvention atteignant aujourd'hui 45 % de la valeur ajoutée en RDA (au lieu de 10 % en RFA), leur alignement sur le système fiscal ouest-allemand les amputera de 200 milliards de marks (tableau 12).

### 12. Budgets publics est-allemands avant et après la réforme fiscale

	1988	Après réforme		
	Budget initial	Budget de l'Etat	Budget social	Infrastructures
Dépenses sociales	30,5	10	42	
Consommation	63,9	34	13	
Subventions	60,7	20		
Incitations	98,9	-		7
Investissement	16			21
Intérêts	-	10		
Total	270	74	55	28
Impôts directs	20,8	40		
Impôts indirects	206	6		
Cotisations	18,8	8	51	
Autres	13,2	-	-	
Total	259	54	51	
Solde	11	20	4	28

Source : DIW.

La fiscalité directe doit aussi être réformée. Les sociétés de capitaux et de personnes peuvent être imposées sur les bénéfices à des taux de respectivement 96 et 98 % au maximum. Si l'on ajoute les impôts sur le patrimoine et le capital professionnel, les ponctions sur l'augmentation des profits peuvent dépasser 100 %. En revanche les salariés sont soumis à un régime plus favorable. Les impôts sur le revenu plus cotisations se situent en moyenne à 15,8 % du revenu brut au lieu de 33,2 % en RFA.

Au total, l'amenuisement des rentrées fiscales excédera de loin les économies issues du démantèlement des subventions (60 milliards de marks). Après rationalisation des dépenses le DIW estime à 50 milliards de marks le déficit induit par la réforme fiscale.

### **...simple catalyseur d'un «miracle» encore à découvrir**

L'effort public suffira-t-il à amorcer un important flux de capitaux privés ? Le rythme des accords noués entre entreprises des deux côtés de l'Allemagne depuis décembre a fait parler de ruée vers l'Est (tableau 13). L'annonce d'un important projet de construction de voitures entre Volkswagen et IFA a particulièrement marqué les esprits. La valeur de cet investissement s'élève à 5 milliards de DM sur cinq ans. A court terme la société ouest-allemande débloquera 350 000 DM. L'enthousiasme semble pourtant se tempérer. Il ne s'agit pour le moment le plus souvent que d'accords dont la réalisation impose des délais. De plus, si sur 599 *joint-ventures* créées au premier trimestre, 575 impliquent une entreprise ouest-allemande, le montant en capital de ces investissements ne représente que 150 millions de marks-Est. Trois cinquièmes de ces *joint-ventures* sont orientées vers le domaine des services (tourisme, conseil...) et ne contribuent pas de ce fait à reconstituer le tissu industriel est-allemand. Les investisseurs ouest-allemands annoncent, de plus, leur volonté de créer des unités de production à part entière, plutôt que de tenter de récupérer les structures existantes. L'incertitude concernant les revendications salariales, la faiblesse durable des infrastructures incite à la prudence. De nombreux secteurs (chimie, informatique) cherchent des partenaires sans succès.

La répartition dans le temps de la charge de l'unification oppose ceux pour qui celle-ci est ponctuelle, jouant le rôle d'amorçage d'un développement autonome, à la manière de l'aide Marshall, et ceux pour qui le coût pour la RFA est durable. Le devenir de l'aide ouest-allemande dépend en tout état de cause de la rapidité de la croissance et des gains de productivité induits en RDA. L'optimisme prévaut quant aux capacités de réaction de l'offre. Des taux de croissance du PNB de l'ordre de 7,5 % annuellement sont envisagés à court terme à l'image de l'Allemagne d'après guerre ou de certains pays asiatiques (tableau 14). Une répartition équilibrée des surplus de productivité entre travail et capital permettrait d'autofinancer à terme le processus de croissance est-allemand. Le «miracle économique» allemand d'après guerre et le plan Erhard qui lui est associé font figure de référence (voir encadré 3).

L'analogie entre la réforme de 1948 et le plan d'unification monétaire paraît contestable. La réforme de 1948 a réalisé une ponction de liquidités, et instauré une sous-évaluation durable du change, dans un contexte de reconstruction. Or c'est l'inverse qui se produit aujourd'hui en RDA : accroissement des opportunités d'importations, change fort, contexte de restructuration. Simultanément au processus de reconstruction,

13. Les principaux rapprochements inter-allemands

Groupes	Chiffre d'affaire en DM	Activité	Projets en RDA
VEBA	49,9 mds (89)	Energie, chimie	Développement de sa filiale Stinnes dans la construction mécanique et la chimie
BASF	43,9 mds (88)	Chimie	Raccordement d'un pipeline de gaz naturel
AEG	43,4 mds (89)	Electromécanique	<i>Joint-venture</i> dans la construction ferroviaire.
SIEMENS	61,1 mds (89)	Electronique Télécommunications	Coopération dans l'information avec VEB, <i>joint-venture</i> dans l'automatisation
BOSCH	27,6 mds (88)	Equipementier auto Electroménager	Production de réfrigérateurs (avec Siemens)
OPEL	12,8 mds (88)	Automobile	Production de voitures (avec AWE)
VOLKSWAGEN	65,0 mds (89)	Automobile	Production de voitures (avec IFA)
DAIMLER-BENZ	76,6 mds (89)	Automobile, aéronautique, défense	Production de véhicules utilitaires légers et mi-lourds
KAARSTADT	14,3 mds (88)	Grands magasins	<i>Joint-venture</i> dans la distribution (avec VEB Centrum)
THYSSEN	34,0 mds (88-89 clos en sept. 89)	Sidérurgie	Construction d'ascenseurs, élimination des ordures.
METAL-GESELLSCHAFT	20,0 mds (E) (89)	Métaux non-ferreux	Modernisation d'une fonderie
MANNESMANN	22,2 mds (89)	Mécanique	Coopération dans la sidérurgie, équipements auto
PREUSSAG-SALZGITTER	27,4 mds (89)	Sidérurgie, énergie	Partenariat en sidérurgie. Transport ferroviaire et protection de l'environnement.
KRUPP	16,5 mds (E) (89)	Sidérurgie Mécanique	Accord dans la machine-outil et moteurs Diesel
LUFTHANSA	12,2 mds (89)	Aérien	Projet de prise de participation de 16 % d'Interflug
LINDE	5,5 mds (89)	Gaz industriels	<i>Joint-venture</i> avec CLG pour la construction d'usines chimiques

(E) Estimation.

Source : Documentation «Les Echos».

## 14. Productivité et croissance en RFA

	1951/1960	1951/1955	1956/1960
Productivité du travail	5,8	6,5	5,0
Croissance	8,0	9,2	7,3

Source : IW.

### 3. La réforme monétaire de 1948

La réforme de 1948 a pris une dimension mythique en RFA. Elle fait figure de fondement à la prospérité qui a suivi l'après guerre. Le but était de substituer une nouvelle monnaie à l'ancienne à un taux de change qui préserverait la stabilité interne et externe de la nouvelle monnaie. La réforme visait ainsi à éponger l'excédent de liquidité résultant d'une chute de 40 % du PNB entre 1935 et 1945 et d'une augmentation de 500 % de la masse monétaire. Pour ramener le taux de liquidité de l'économie à un niveau normal la masse monétaire fut réduite de 93 % soit de 148 milliards de DM à 10 milliards de DM, une partie de l'épargne ayant été échangée à 1 DM contre 10 DM. Bloqués depuis 1939 les prix, salaires, loyers, et pensions, furent convertis au taux de 1 pour 1. Le taux de change vis-à-vis du dollar fut fixé à 3,4 DM pour 1 dollar, sous-évalué par rapport aux parités de pouvoir d'achat estimées alors. La dévaluation de septembre 1949 (- 20 %), bien qu'inférieure à celles des autres monnaies européennes (- 30 %), n'élimina que partiellement cet avantage compétitif qui se maintint jusqu'au milieu des années soixante. Pour l'année 1955, cette sous-évaluation du DM a été estimée à 15 %, le franc étant surévalué de 5 % <sup>(1)</sup>. Un différentiel d'inflation favorable a favorisé ce phénomène au début des années cinquante et a contribué à la formation d'un excédent durable des paiements courants. Conjointement à la réforme monétaire, les réglementations étatiques ont été supprimées. La plupart des prix ont été libérés (à l'exception des produits agricoles et de nombreuses matières premières).

(1) A. Maddison, «Production, emploi, productivité», *Analyse et prévision (SEDEIS)*, n° 5, 1968.

la RDA s'engage dans une entreprise de démolition des structures obso-  
lètes. Dans un tel contexte le miracle de productivité qu'a connu la RFA  
après-guerre risque de ne pas se renouveler avec la même ampleur.  
On peut également douter du rythme de substitution d'une production

nouvelle à une production ancienne. Celui-ci repose sur le dynamisme des investissements directs. Au delà d'un optimisme initial justifié par les accords spectaculaires de coopération dans le secteur automobile, la relève de la production n'est pas assurée à court terme en RDA. Le cercle vertueux de productivité, condition du redressement de l'Allemagne de l'Est et de la rentabilité des dépenses consenties par la RFA, n'est pas évident.

La réalisation des gains de productivité implique notamment que la production ait un débouché. Les scénarios de rattrapage en dix ans de la productivité ouest-allemande par la RDA sans chômage excessif évacuent cet aspect. Or à court terme les produits est-allemands sont inadaptés aux normes occidentales et perdront leur avantage d'exclusivité à l'Est dès lors qu'ils seront facturés en devise forte. Les entreprises est-allemandes se trouvent brutalement affrontées à la concurrence en Allemagne fédérale, en Europe et dans le reste du monde. Leur insertion dans le commerce mondial est donc plus que problématique au taux de change retenu, surtout si l'on tient compte des aspirations salariales sans équivalents dans la RFA d'après guerre ou dans les NPI des années soixante-dix. Elles ne bénéficieront pas non plus au même titre que leurs modèles du formidable réservoir de demande que les Etats-Unis ont alimenté dans les décennies passées, soit par leurs importations, soit par leur apport technique et financier au développement des pays tiers.

### **De forts gains de pouvoir d'achat à l'Ouest nourriront aussi la demande**

En 1990, plusieurs facteurs dopent la consommation : à l'ouverture du marché est-allemand (dont les conséquences demeurent comptabilisées en exportations de biens et services) s'ajoutent la mise en place du troisième volet de la réforme fiscale, le maintien probable d'un important flux migratoire ainsi qu'une hausse accrue des rémunérations.

L'entrée en vigueur de la réduction du barème de l'impôt sur le revenu des ménages, l'accroissement des prestations servies aux ménages ayant des enfants à charge devraient induire 1,5 % de croissance supplémentaire du revenu disponible des ménages en 1990.

L'afflux d'immigrés originaires de l'Europe de l'Est ne devrait se tarir que lentement. En 1989, 720 000 nouveaux arrivants ont été décomptés, dont près de la moitié venaient de RDA. Lors des quatre premiers mois de l'année, plus de 200 000 Allemands de l'Est sont déjà entrés sur le territoire de la RFA. Ce courant semble cependant se ralentir depuis les élections. Il est probable, malgré tout, que le flux des Allemands de l'Est avoisinera 500 000 en 1990. Au total, 750 000 à 850 000 Allemands de souche en 1990 et 550 à 650 000 en 1991 pourraient s'ins-

taller en RFA <sup>(5)</sup>. La moitié environ de ces arrivants sont candidats à un emploi et toucheront dès lors un salaire ou une allocation chômage (50 % environ à court terme). De un demi-point à un point de revenu supplémentaire peut ainsi être attendu.

Les négociations salariales d'avril concernaient trois secteurs majeurs : la métallurgie (4 millions de salariés), le bâtiment (940 000 salariés) et l'imprimerie (70 000 salariés). Les négociations des autres secteurs s'échelonnent de septembre 1990 à septembre 1991. Leur issue, début mai, a consacré une accélération du salaire horaire. Les partenaires sociaux de la métallurgie dans la région nord du Bade-Wurtemberg ont conclu un accord prévoyant des augmentations salariales de 6 % et le passage aux 35 heures en 1995. Cette négociation phare en RFA a fait école puisque les salariés de l'imprimerie ont obtenu 6,8 % en 1990. Ces résultats sont très en deçà des revendications initiales, le syndicat IG-Metall ayant demandé une hausse de 9 % du salaire, celui de l'imprimerie une hausse de 10,5 %. Cependant une telle norme généralisée à l'ensemble de l'économie en 1991 induirait une accélération de deux à trois points du salaire par tête en RFA.

Ainsi, le revenu disponible des ménages devrait augmenter de plus de 6,5 % par an en valeur en 1990 et 1991 au lieu de 4,2 % en 1988 et 1989.

Le regain de consommation des ménages ira cependant de pair avec un ralentissement de la demande étrangère (+ 5 % l'an en 1990 et 1991 au lieu de + 9 % en 1989), affectée notamment par l'entrée en récession de l'économie britannique et le ralentissement de l'économie américaine (17 % des exportations de la RFA au total). Ceci viendrait à point pour limiter la montée des tensions sur les capacités.

Si l'on considère qu'aucun obstacle majeur ne viendra contrecarrer les projets d'investissements des entreprises tels qu'ils ont été sondés par l'IFO, le volume d'investissement en équipement devrait s'accroître de près de 8 % en 1990. Les perspectives de débouchés intérieurs, la bonne situation financière des entreprises, l'achèvement du marché intérieur de la CEE, garantissent un effort soutenu d'investissement jusqu'en 1991.

En cumulant ces différents effets (hors unification), la demande totale augmenterait d'environ 4 % en 1990 et d'un peu plus de 3,5 % en 1991. En y ajoutant l'impact de l'unification (estimé à une vingtaine de milliards de DM de dépenses supplémentaires en 1990 et 50 milliards en 1991), elle s'accroîtrait de près de 5 % en 1990 et 1991.

---

(5) Estimation DIW.

### **L'incertitude sur les réelles marges de manœuvre de l'offre...**

Surcroît d'activité, tensions inflationnistes, propension à importer (et donc à diffuser aux autres pays le trop plein de demandes) dépendent du degré de flexibilité de l'offre ouest-allemande. Une insuffisance prolongée de la production se résoudrait par des prix en hausse et un excédent courant en baisse. La Bundesbank pourrait tenter de stériliser l'excès de monnaie. La hausse des taux d'intérêt et la restriction du crédit auraient alors un effet déflationniste en RFA qui compenserait pour partie l'augmentation des débouchés en RDA.

Cette poussée de demande en 1990 et 1991 n'a pas les mêmes implications selon que l'on considère que le potentiel de production se développe de 2,5 ou bien de 3,5 % par an et qu'il est déjà plus ou moins saturé. Les conséquences négatives d'une offre rigide s'étendent au delà des frontières allemandes par la montée des taux d'intérêt.

En revanche, si l'on considère que la contrainte de capacité est modérée, la croissance allemande est portée par la demande, sans tensions majeures sur les prix ni diminution spectaculaire de l'excédent. La politique monétaire peut éviter de jouer un rôle contracyclique.

Il est donc important d'apprécier la possibilité d'inflexion du potentiel de production. L'OCDE définit le potentiel de production comme le niveau de production compatible avec une inflation stable. Cette mesure est obtenue en considérant le capital existant et la force de travail correspondant au NAWRU (taux de chômage n'accélérant pas les salaires). Si l'on adopte cette définition il est probable que l'effort soutenu d'investissement depuis deux ans et que le gonflement de la population active lié au flux migratoire devrait induire une révision à la hausse de la mesure initiale pour 1988-1990 (2,3 %). Il est cependant peu probable que l'on dépasse les 3 % l'an.

Si l'on s'abstrait des considérations nominales et que l'on s'en tienne à une définition plus physique du potentiel, en le reliant au volume des facteurs disponibles, compte tenu des embauches et des investissements probables au cours des deux années à venir, (respectivement 1,5 et 8 %), une progression plus rapide est envisageable (tableau 15). Il est ici supposé que, au delà de 1990 où entrent en vigueur certaines réductions du temps de travail déjà programmées (1 heure hebdomadaire dans le bâtiment, 45 minutes dans les assurances, 30 minutes dans le secteur public, le textile et l'habillement notamment), la durée du travail se stabilise. Le plein emploi de ces capacités additionnelles serait cependant inflationniste. La relative rareté du travail en dépit de l'apport de la main-d'œuvre de l'Est a déjà influencé à la hausse les salaires négociés récemment. Dans un contexte d'utilisation plus intensive des équipements, les gains de productivité par tête devraient diminuer. Compte tenu des

hausse de salaires consenties, et qui devraient se généraliser à l'ensemble de l'économie au cours des prochaines négociations (et donc porter leur plein effet en 1991), il est probable que les hausses de coûts salariaux unitaires atteindront près de 3 % en 1991.

### 15. Evolution des facteurs de production et production potentielle

En %

	1980-1987	1988	1989	1990	1991
Croissance du stock de capital productif *	2,8	3,1	3,3	3,4	3,6
Nombre d'emplois	- 0,2	0,6	1,3	1,5	1,5
Durée du travail	- 0,6	- 0,7	- 0,7	- 0,5	0
Volume de travail	- 0,8	- 0,1	0,6	1	1,5
Production potentielle	2,2	2,8	3,3	3,6	3,9

\* Ensemble des entreprises, hors logement et hors investissement public

Sources : Statistisches Bundesamt, OCDE, calculs OFCE.

### **...fait envisager deux scénarios, l'un de blocage, l'autre d'adaptation**

Etant donné l'incertitude pesant sur l'offre, la présente prévision s'organise autour de l'alternative capacités adaptables/capacités saturées (rigidité de l'offre). Compte tenu du degré d'ouverture de l'économie ouest-allemande il est probable que l'essentiel de l'ajustement s'effectuera par les importations. Dans le scénario 1 il est supposé que l'élasticité des importations à la demande totale demeure inchangée par rapport à 1988 et 1989. Dans le second scénario, l'excédent courant est fortement affecté par un mouvement de réorientation des exportations vers la demande intérieure et de forte propension à importer. L'excédent courant diminue alors de 2 points du PNB entre 1989 et 1991. Les moindres gains de productivité et la hausse de coûts unitaires induits provoquent des tensions inflationnistes accrues. Celles-ci demeurent cependant modérées compte-tenu de la faible propension allemande (liée aux comportements de marge des entreprises) à produire de l'inflation par la demande. Ce scénario tient compte également du probable resserrement de la politique monétaire dans un tel contexte (inflation, pressions à la baisse sur le deutschemark). Le renchérissement du coût du crédit provoque une légère révision à la baisse des projets d'investissement (équipement et bâtiment). La moindre consommation est essentiellement due au ralentissement des embauches par les entreprises.



Alors que dans le premier enchaînement le PNB avoisine 4 % en 1990 et le dépasse légèrement en 1991, dans le second la croissance est nettement inférieure à 3 % en 1991. L'incertitude est plus grande que celle qui est liée à l'ampleur de la demande venant de RDA. Si l'on double par exemple l'hypothèse de demande adressée par la RDA à la RFA, le surcroît de croissance est dans le meilleur des cas de l'ordre de 1 point en supposant qu'il existe encore des marges de capacité inutilisées.

16. Prévisions de croissance allemande en 1990 et 1991

En %

	Niveau en 1988 en milliards de DM 1980	1988	1989	Scénario 1		Scénario 2	
				1990	1991	1990	1991
Consommation des ménages	950	2,7	1,7	3,6	3,2	3,3	2,9
Consommation publique	335,5	2,3	- 0,6	1,8	2,1	1,8	2,1
FBCF totale	352,2	6,0	7,6	6,8	6,4	6,3	4,9
— équipement	154,2	7,5	10,5	8,5	8,1	8,0	6,2
— bâtiment	198,0	4,8	5,3	5,5	5,0	5,0	3,8
Exportations de biens et services	582,4	5,8	10,4	6,6	8,7	6,0	7,7
Importations de biens et services	531,4	6,2	7,4	7,6	7,7	9,2	9,5
PNB	1701,9	3,7	4,0	3,9	4,2	3,0	2,6
Prix à la consommation		1,3	2,8	2,6	2,9	2,9	3,5
Solde courant en % du PNB		4,2	4,6	4,0	3,2	3,7	2,5

Sources : Bundesbank, prévisions OFCE.

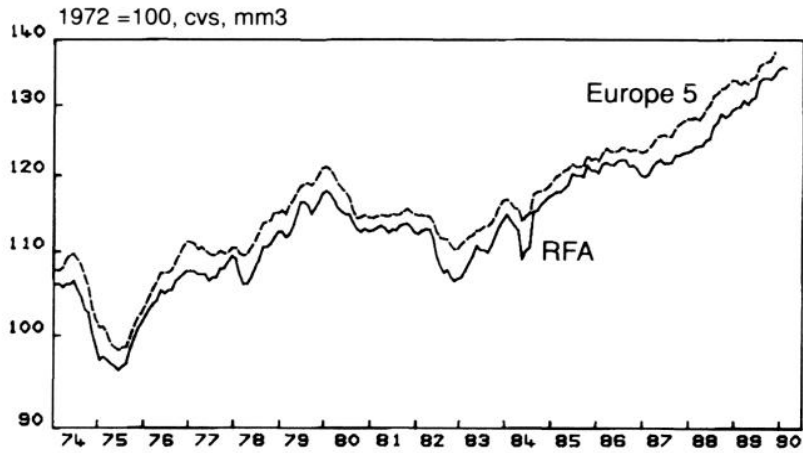
## **Une cohabitation prometteuse mais risquée**

Ce n'est pas une solution intermédiaire entre ces deux scénarios qui est proposée ici. Il est probable que le scénario de flexibilité est plus proche de la réalité présente. Bien que proche du plein-emploi, l'économie allemande donne l'impression que ses capacités sont beaucoup moins inertes que durant le début de la décennie. L'effort prolongé de recrutement et d'investissement permet à l'économie de changer de régime.

Cet optimisme de court terme ne doit pas minimiser les problèmes que risque de rencontrer la RFA au cours du processus d'unification. La perspective d'un développement rapidement autonome et homogène de l'économie est-allemande paraît peu crédible. Au mieux assistera-t-on à l'émergence d'une économie duale où coexisteront de nouvelles unités de production et des structures anciennes survivant grâce à une aide externe ou une sous-rémunération des salariés. Ce dualisme créera des problèmes d'équité et peut à terme ralentir la restructuration. Loin d'un miracle économique la RDA peut devenir un *Mezzogiorno* sous perfusion, absorbant durablement des ressources ouest-allemandes, et provoquant en retour une baisse d'efficacité à l'Ouest de l'Elbe.

*Achévé de rédiger le 25 mai 1990*

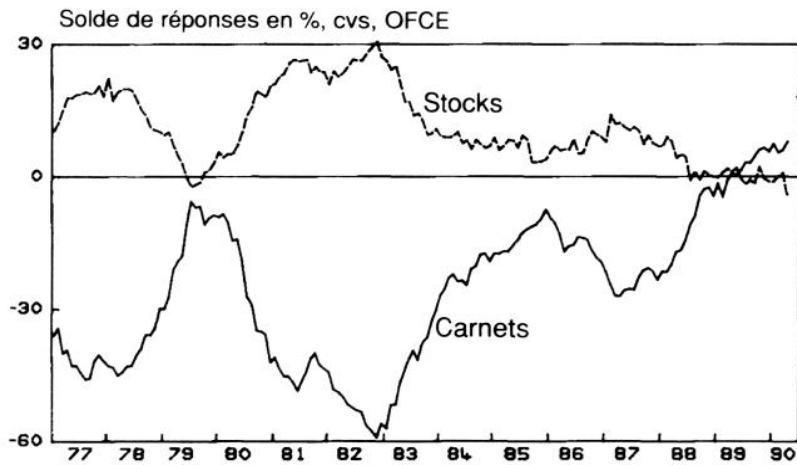
## Diagrammes



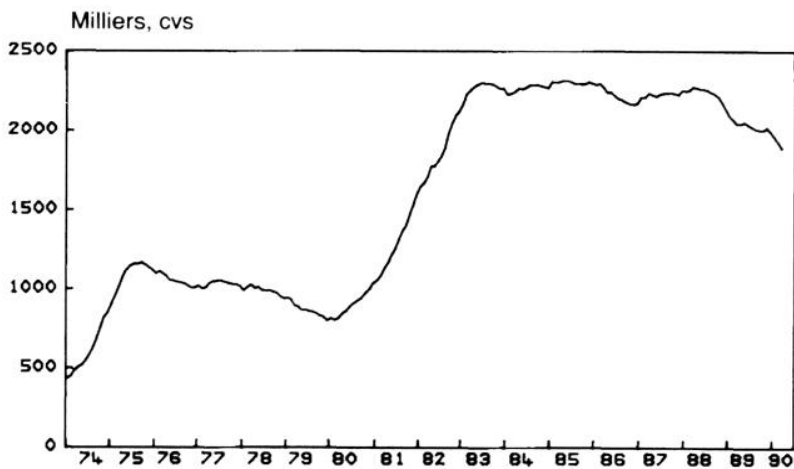
*La production industrielle*

Europe 5 : Belgique, France, Italie, Pays-Bas, Royaume-Uni.

Source : OCDE.



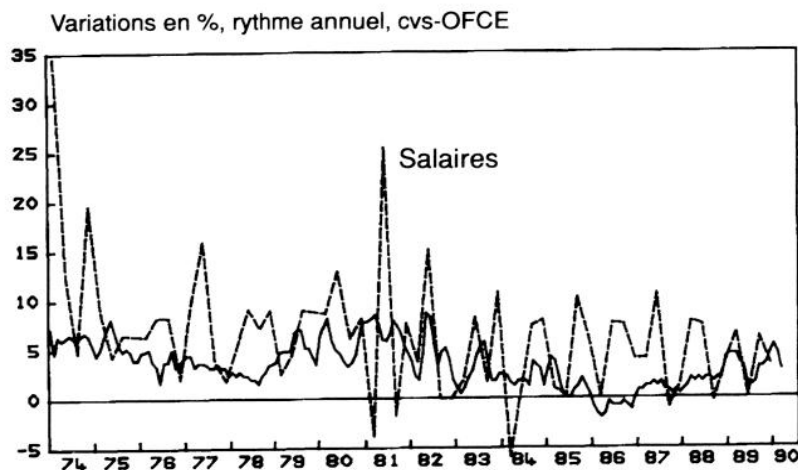
*Carnets et stocks industriels*



*Chômage*

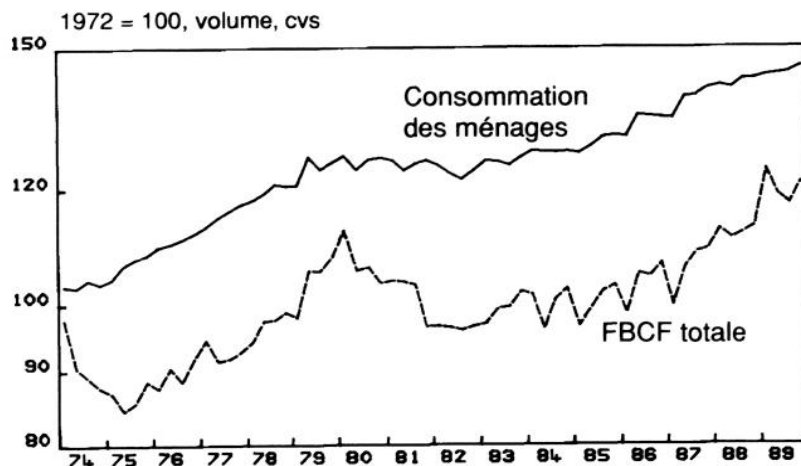
Source : Bundesbank

*Prix et salaires*



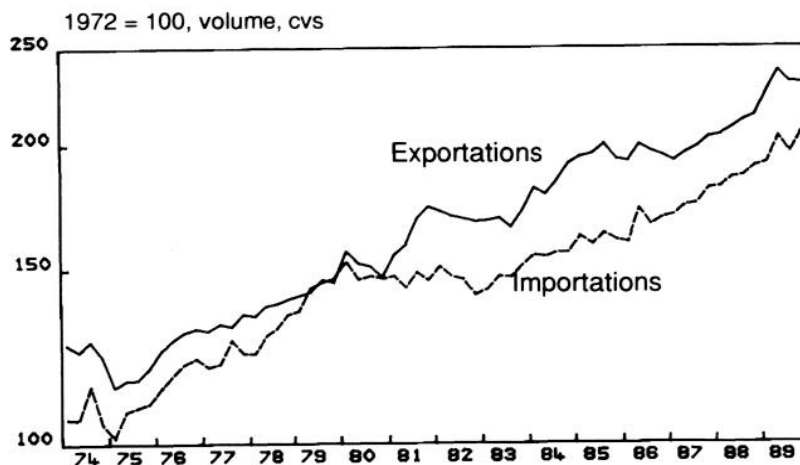
Source : Bundesbank.

*Consommation et investissement*

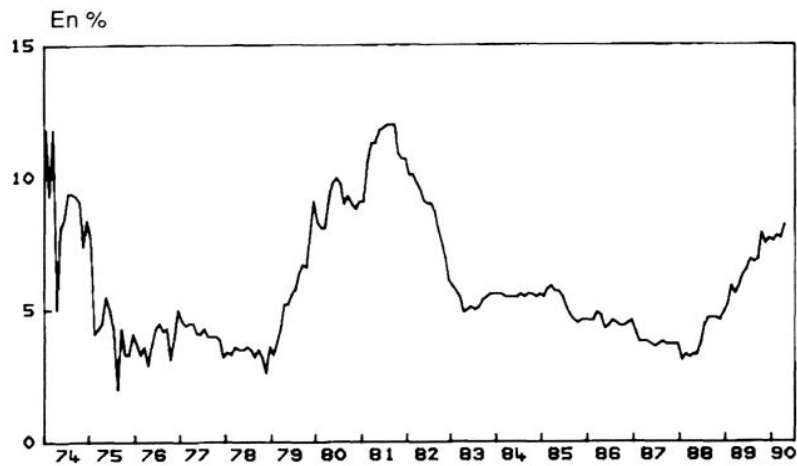


Source : Bundesbank.

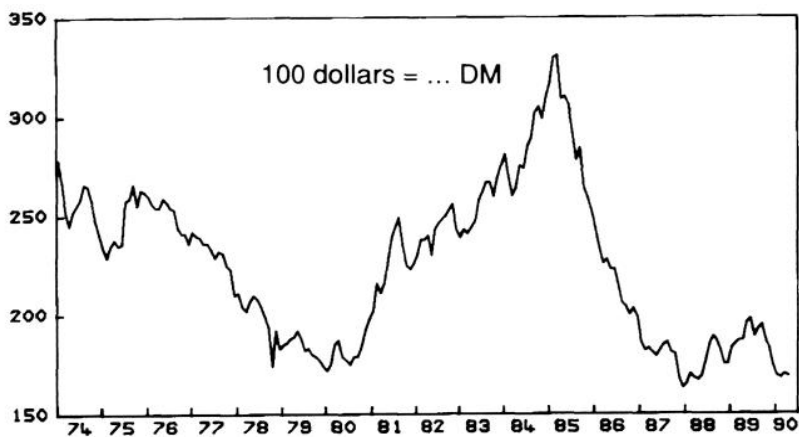
*Echanges extérieurs de biens et services*



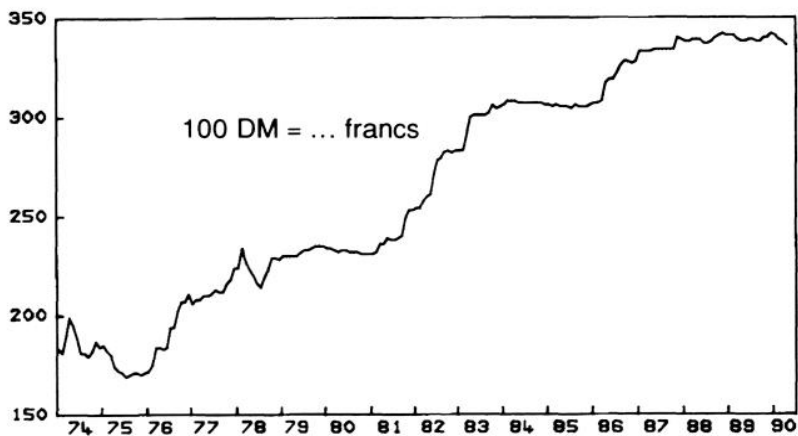
Source : Bundesbank.



Source : Statistiques financières de l'OCDE.



Source : Marché officiel des changes à Paris.



Source : Marché officiel des changes à Paris.